

APEFE



Rapport d'activités 2020


Wallonie - Bruxelles
International.be


Feel inspired

Avec le soutien de :



Belgique

partenaire du développement

SIÈGE

AVANT-PROPOS

© J. Van Belle - WBI



En 2020, comme toutes les personnes, toutes les institutions, toutes les sociétés, partout dans le monde, l'APEFE a subi de plein fouet, l'impact de la crise sanitaire. En 24 heures, il a fallu réorganiser le travail, sur le terrain, comme au siège, sans y avoir été vraiment préparé, mais avec la volonté farouche de préserver les acquis des programmes et, avant tout, de contribuer à atténuer les effets de la pandémie sur les partenaires, les bénéficiaires et leur famille.

Très vite de nouvelles modalités de travail ont été mises en place, en mobilisant de nouvelles ressources numériques qui paradoxalement, dans un contexte de confinement strict, ont permis de rapprocher les équipes du siège et du terrain. Indéniablement, il s'agit là d'un progrès qui est désormais inscrit dans les pratiques de manière durable.

Si les adaptations nécessaires au travail à distance ont pu paraître naturelles, tout ne fut pas facile pour autant. Je pense au bilan comptable de l'année 2019 qui n'a pu être établi avant la réouverture partielle des locaux en juillet. Ce fut une source de stress intense et l'équipe de la comptabilité doit être remerciée pour la résilience particulière dont elle a fait preuve.

Sur le terrain, dans chaque pays, dans chaque programme, les équipes n'ont ménagé aucun effort pour adapter les activités à une situation parfois difficile. Le rapport qui suit met en évidence, les mesures spécifiques prises pour contrer les conséquences de la covid-19. Les fiches consacrées aux pays indiquent toutes les mesures d'adaptation ou d'atténuation mises en œuvre, comme la numérisation de certaines activités, le renforcement des mesures générales d'hygiène, l'accompagnement des bénéficiaires et des acteurs, la mise en place de systèmes d'aide alimentaire pendant les périodes de confinement dur, la contribution aux systèmes nationaux de résilience, notamment dans les systèmes éducatifs, la fourniture de tablettes ou de smartphones pour permettre l'accès à des formations à distance. Grâce à ces mesures, la crise n'a pas affecté de manière significative ni le fonctionnement, ni l'atteinte des objectifs des programmes.

Malgré la situation, deux nouveaux programmes ont été lancés : le Programme d'appui aux Jeunes Initiatives, au Maroc en partenariat avec Enabel et Défi-Archipelago au Sénégal en partenariat avec Sequa sur financement de l'Union Européenne. Ces deux programmes visent l'amélioration de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et marquent la volonté de l'APEFE de diversifier ses partenaires techniques et financiers.

L'équipe de l'APEFE s'est enrichie d'une nouvelle collaboratrice. Brenda Mijimbu Moyala l'a rejointe en tant qu'assistante chargée des affaires administratives et juridiques.

Enfin, comme l'année précédente, ce rapport se veut orienté sur les résultats concrets, les bénéficiaires et les partenaires. Pour chaque programme ou projet, les chiffres clés sont mis en évidence à côté des témoignages de ceux qui en bénéficient.

Je vous souhaite une belle découverte et une bonne lecture.

Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée



PRÉSENTATION APEFE

L'Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger (APEFE) est une association sans but lucratif active depuis 1976 dans les pays en émergence. A travers ses activités, l'APEFE met en œuvre des programmes ayant pour objectif général la lutte contre la pauvreté par le renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles. Elle se focalise notamment sur le secteur de la formation technique et professionnelle (FTP) au sens large en incluant l'entrepreneuriat.

Elle collabore à la mise en œuvre des politiques sectorielles dans 10 pays : Belgique, Bénin, Maroc, Palestine, Burkina Faso, Sénégal, Burundi, RDC, Rwanda et Haïti. Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique impulsée par les Objectifs de Développement Durable (ODD).

En tant qu'agence de coopération internationale intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, l'APEFE fournit, depuis nombre d'années, un accompagnement technique au renforcement des capacités de ses partenaires du Sud.

L'APEFE est financée par l'état fédéral belge sur base d'un programme pluriannuel de coopération au développement suivi par la Direction Générale au Développement et Aide Humanitaire (DGD), ainsi que par Wallonie-Bruxelles International (WBI), l'Union Européenne et l'Agence Belge au Développement (Enabel).

ORGANIGRAMME

La direction de l'APEFE est assurée par une Administratrice déléguée assistée par un Directeur et un Responsable administratif et financier.

Le service administration et finance fournit au quotidien à la Direction les éléments nécessaires au pilotage et effectue toutes les tâches administratives, financières, budgétaires et comptables, en ce compris la gestion du personnel.

Le département « programmes pays » est composé de cinq chargés de mission. Ceux-ci travaillent au siège à Bruxelles et réalisent de fréquentes missions internationales dans les pays dont ils sont en charge.

Au siège, ils défendent les directions stratégiques, opérationnelles et tactiques prises, avec leur accord, par le programme.

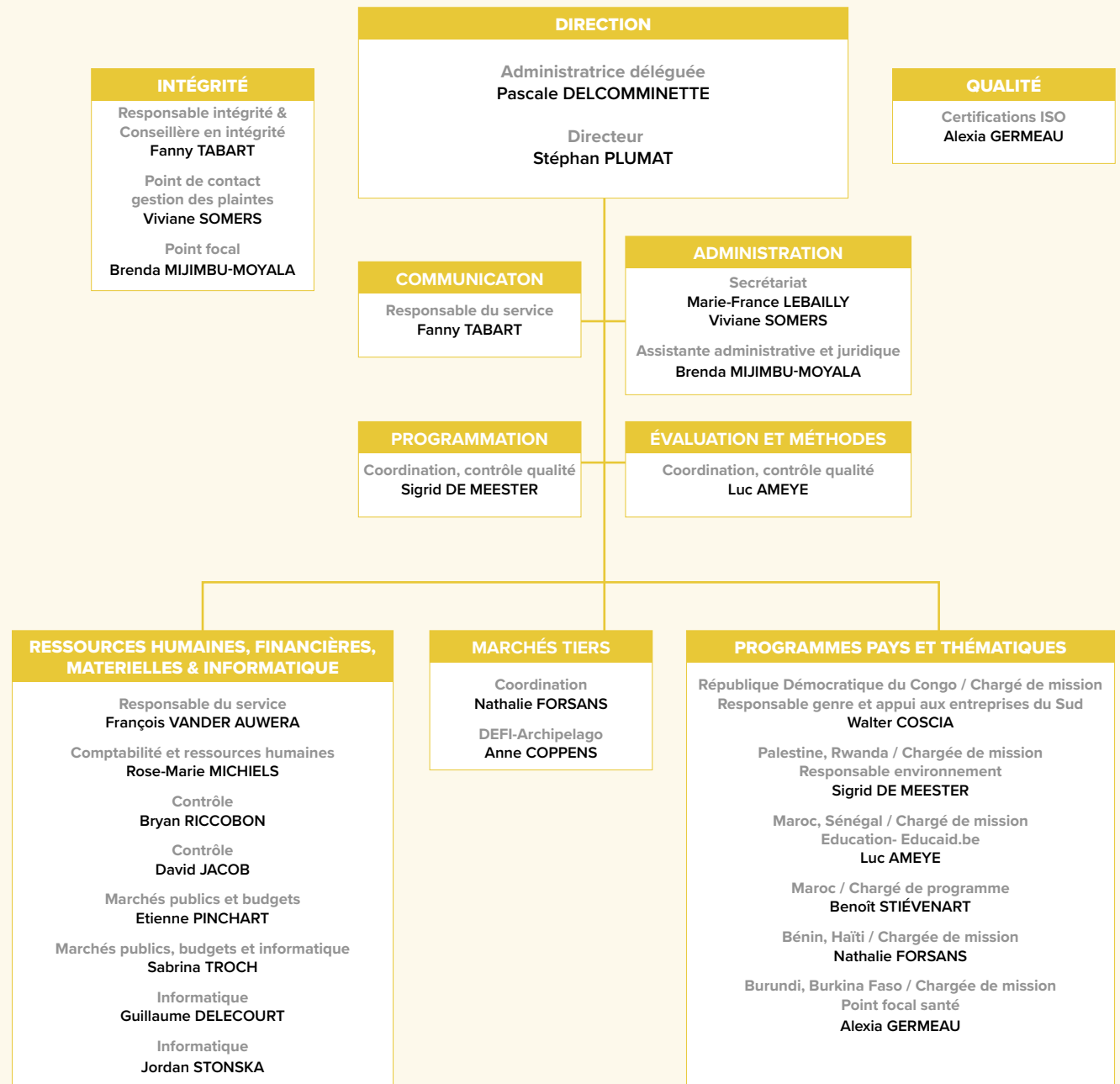
Sur le terrain, ils soutiennent les décisions du siège. Ces dernières sont arrêtées sur base de leurs avis, analyses et recommandations, en accord avec la direction. Ils apportent ainsi tout leur appui à la bonne application des programmes. En relation constante avec les équipes des programmes mis en œuvre dans la région dont ils ont la responsabilité, ils assurent le suivi des activités programmées.

Ils assurent pour la direction, le suivi quotidien des programmes pour en garantir la qualité. Par pays, ils sont l'interface de l'APEFE avec leurs homologues géographiques de la DGD. Enfin ils développent une vision stratégique dynamique à long terme en y associant tant les équipes locales que tous les partenaires effectifs et potentiels de l'association.

L'équipe pilote également différents thèmes transversaux comme le suivi et l'évaluation, les méthodes, la formulation des nouveaux programmes, l'éducation, la santé, la qualité, la recherche de financement alternatif, la gestion des risques, le genre, le secteur privé, l'environnement, l'intégrité, la gestion de la connaissance.

Le service informatique permet la création et le bon fonctionnement des multiples programmes tels que celui de gestion financière, de gestion des risques ou encore le site internet.

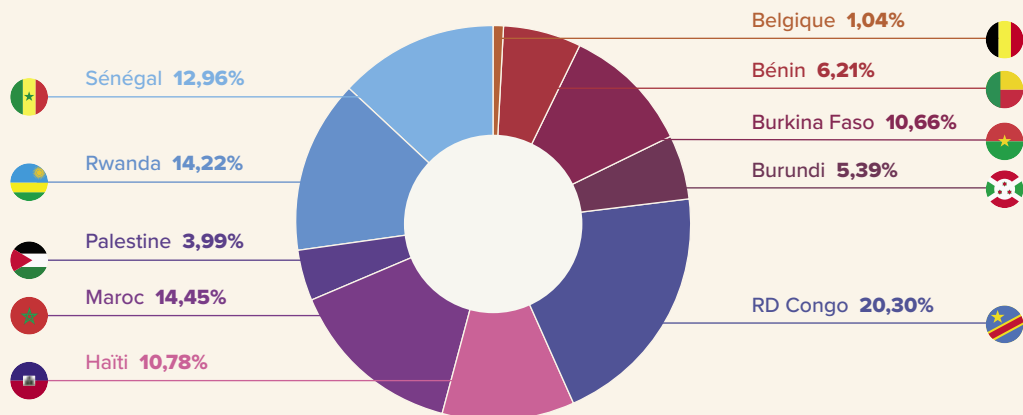
Le service communication a pour rôle de valoriser l'image de l'APEFE à l'extérieur via la rédaction du rapport d'activités annuel et la diffusion d'informations sur le site internet, les réseaux sociaux et la presse écrite, afin de garantir un maximum de transparence envers les partenaires et les bailleurs de fonds. Il travaille en collaboration avec les différents chargés de communication localisés dans les bureaux de l'APEFE à l'étranger, avec pour objectif la garantie d'assurer le plus d'informations en temps réel et avec les différentes presses locales (radio, TV, presse écrite, etc.). Au-delà de la communication, il assure la coordination des relations publiques de l'association.



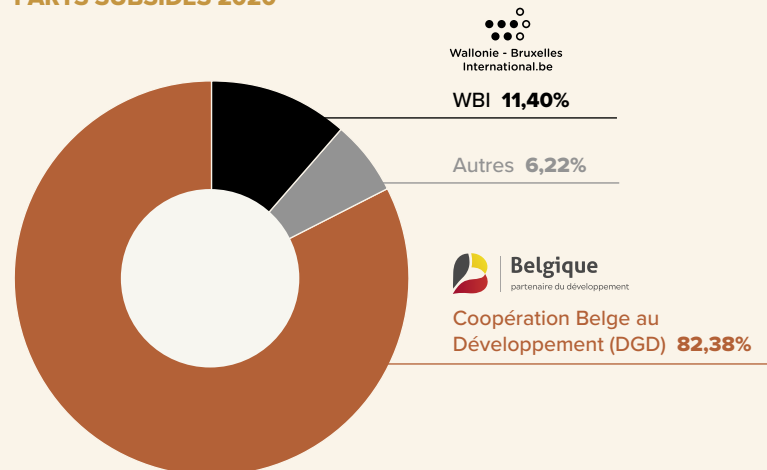
RÉSULTATS FINANCIERS

Revenus et dépenses 2020

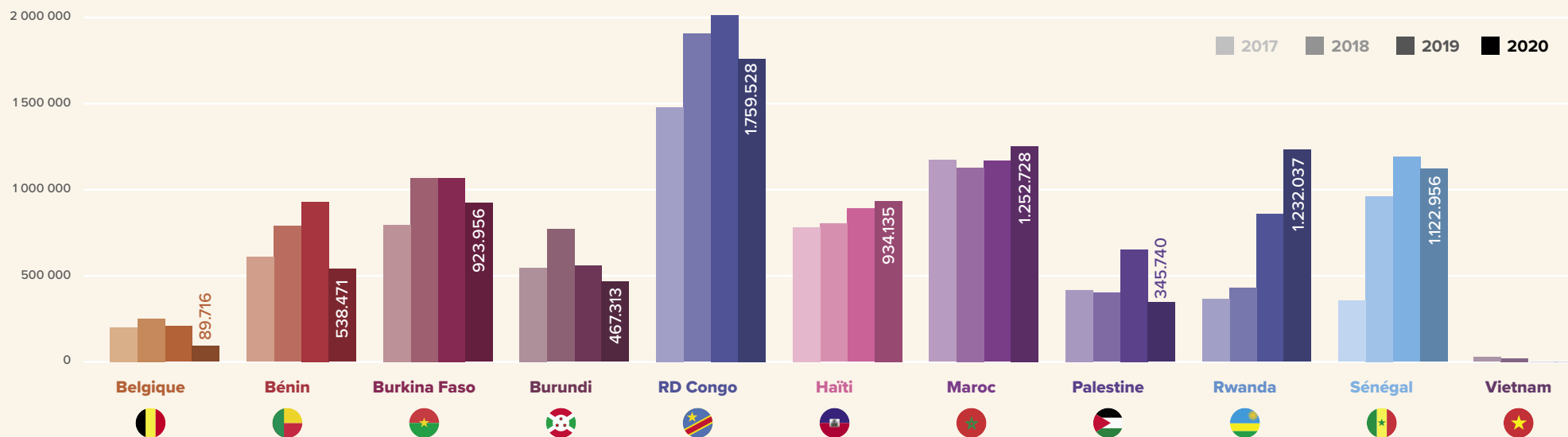
RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR PAYS 2020 TOUTS FINANCEMENTS CONFONDUS



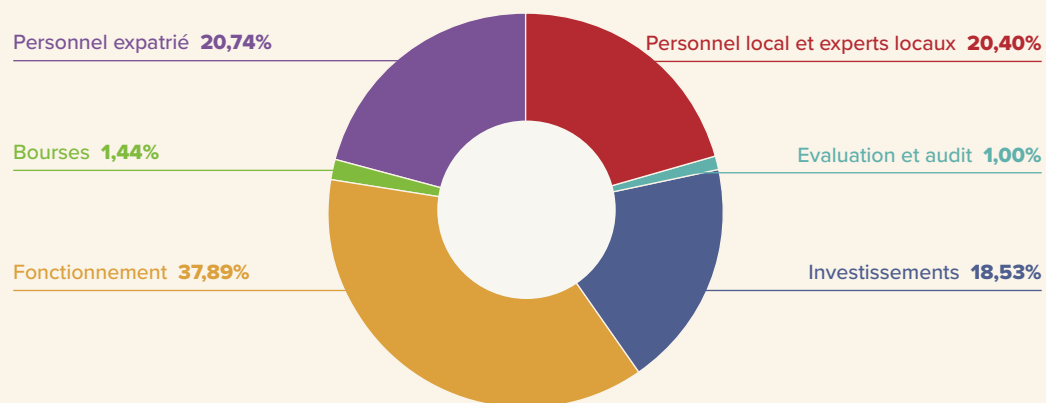
PARTS SUBSIDES 2020



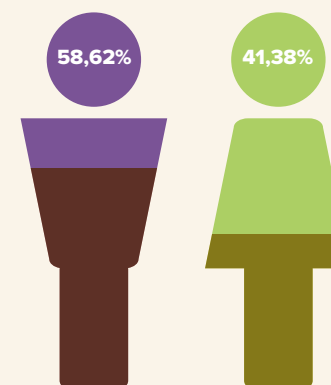
COMPARAISON DES TENDANCES 2017, 2018, 2019 ET 2020 EN € TOUTS FINANCEMENTS CONFONDUS



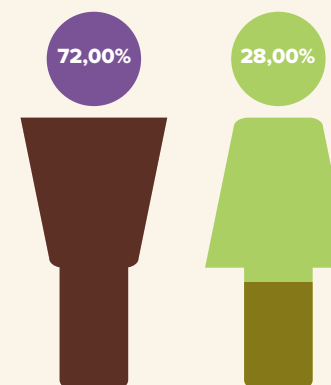
RÉPARTITION DES DÉPENSES MISSIONS PAR CENTRE DE FRAIS EN 2020 TOUS FINANCEMENTS CONFONDUS



PARITÉ HOMME/FEMME DES EFFECTIFS AU SIÈGE EN 2020 (au 31.12.2020)



PARITÉ HOMME/FEMME DES INTERVENANTS LOCAUX TOUS STATUTS CONFONDUS (au 31.12.2020)



Depuis le 30 avril 2017, l'APEFE se doit de publier en ligne ses projets sur le site « International Aid Transparency Initiative » (IATI). C'est une obligation qui a été imposée par l'Arrêté Royal pour toutes les organisations travaillant dans la coopération technique au développement.

IATI est un registre de données sur les activités de coopération au développement, destinée à être utilisée par l'ensemble des organisations en développement, y compris les donateurs gouvernementaux, les organisations du secteur privé et les ONG internationales.

Pour consulter les projets de l'APEFE, vous pouvez vous connecter soit directement sur le site d'IATI (www.iatiregistry.org) soit via le site : www.d-portal.org

Le site d-portal fournit les informations par pays ou par éditeur sur les activités de développement et les budgets publiés dans le cadre de l'IATI. Pour chaque éditeur, on y trouve la liste des projets actifs, la localisation des projets en cours, la répartition par secteurs d'activités et bien d'autres informations.



INTÉGRITÉ

MISE EN PLACE

Le 15 juin 2018, l'APEFE a signé la Charte d'intégrité, qui est érigée en référence nationale pour la politique d'intégrité en matière de coopération au développement depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2020.

L'APEFE a déjà rempli plusieurs obligations légales prévues dans la charte, telles que :

- L'élaboration d'un Code éthique
- La formation annuelle permettant la sensibilisation à la question de l'intégrité au siège et sur le terrain grâce aux administrateurs de programme
- La mise sur pied de la cellule intégrité permettant la réception des plaintes et leurs classifications, l'organisation d'une enquête interne lorsque la plainte est fondée, d'assurer le suivi du dossier et la rédaction d'un rapport
- La communication annuelle sur les atteintes à l'intégrité
- La collaboration avec d'autres acteurs afin de développer les pratiques existantes
- La mise à disposition d'un formulaire de plainte en ligne ainsi qu'une adresse e-mail dédiée à l'intégrité

A côté de cela, d'autres choses sont mises en place permettant un suivi de l'intégrité au siège, comme :

- La création d'une cellule intégrité composée d'une responsable intégrité, d'une responsable de la gestion des plaintes et d'un point focal
- Le répertoire des incidents reprenant tous les rapports d'incidents ainsi que les décisions managériales. Cela permet d'évaluer le « degré » de rupture d'intégrité et servira de base dans les cas où il faudrait ajuster, réaligner ou justifier de la fin d'un partenariat.
- Suivi des polices d'assurance en matière de responsabilité civile. Il faut être attentif à ce que couvre réellement l'assurance pour voir dans quelles conditions il sera possible de la mettre en œuvre, mais c'est mieux d'en avoir une afin de couvrir les dégâts qu'une personne pourrait causer par distraction.
- L'intégration du mot « intégrité » dans tous les documents formalisés.
- Envoi par les administrateurs de programmes de lettres d'affirmation certifiant de l'absence de connaissance de fraude ou d'abus durant le déroulement du Programme
- Rédaction de l'autorisation de captation et d'exploitation à l'image à faire remplir sur le terrain avant la prise de photos ou de vidéos.

Tout ce dispositif permet, en interne, de respecter les dispositions prévues par la loi. Toutefois, les réalités du terrain peuvent soulever des questions complexes, mettant parfois en péril le respect de l'intégrité.



NOUVEAUTÉS 2020

Le Roi a sanctionné et promulgué la loi du 20 JUILLET 2020. - Loi modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement et érigeant la charte d'intégrité existante en matière de coopération au développement en référence nationale pour la politique d'intégrité.



FORMATION ANNUELLE

Suite au contexte sanitaire actuel, la formation 2020 a eu lieu en visioconférence en 2 séances mixant les équipes du siège et de terrain.

La formation comprenait une partie théorique et une partie pratique en se basant sur des exemples concrets vécus par nos équipes.

PORTRAIT

Après une évaluation des besoins en compétences du personnel du siège de l'association, il s'est révélé pertinent de recruter un.e assistant.e administrative et juridique. Après une sélection écrite et orale, Brenda a rejoint en décembre 2020 l'équipe du siège de l'APEFE à Bruxelles.



Quelle est ta formation ?

J'ai entamé mon bachelier en droit à l'Université libre de Bruxelles et c'est au sein du même établissement que j'ai effectué mon Master en droit public et international. Durant mes études j'ai développé un grand intérêt pour les sujets touchant à la protection internationale des droits et libertés. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que j'ai rejoint l'équipe de l'APEFE afin d'allier mes connaissances théoriques à la pratique.

Quelles sont tes missions en tant qu'assistante administrative et juridique ?

Le volet administratif de ma fonction consiste à assurer le suivi des instances de l'association, la gestion administrative des stagiaires, la gestion des titres de transport, la gestion de l'agenda général de l'APEFE et apporter mon appui à la politique de sécurité ainsi qu'à la gestion des risques. Le volet juridique s'intéresse à la gestion réglementaire de l'association c'est-à-dire veiller au respect des obligations légales en matière d'intégrité, contribuer à la mise en œuvre du RGPD et mettre à jour les documents formels de l'association au regard des différentes lois existantes.

Quel rôle vas-tu jouer en tant que point focal de l'intégrité ?

En tant que point focal de l'intégrité, je vais analyser si la plainte relève de l'intégrité, si elle est fondée et, le cas échéant, lancer le déploiement d'une procédure.



RAPPORT ANNUEL 2020

Nombre de cas remontés :

3

Nombre de cas considérés comme recevables :

3

Nombre de cas clôturés :

3

Nombre de cas identifié comme un problème d'intégrité :

1

LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les 17 objectifs du Développement Durable adoptés par l'ensemble des États membres de l'Organisation des Nations Unies en 2015 sont un appel universel à l'action pour éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde, tout en leur ouvrant des perspectives d'avenir. L'APEFE veille à aligner ses stratégies sur ceux-ci en utilisant le système qu'ils forment comme une boussole. L'APEFEI travaille de manière transversale. Il s'agit de vérifier qu'aucun programme, projet ou action n'a d'impact négatif sur l'agenda du développement durable ; de définir les priorités parmi les ODD pour cibler les efforts et en tirer un maximum de bénéfices ; d'aligner les stratégies sur les ODD en identifiant des indicateurs clés de performance ; d'intégrer les ODD en ancrant des objectifs de développement durable dans les activités, en intégrant les indicateurs clés de performance dans tous les processus ; en développant une communication rendant compte des contributions de l'APEFE aux objectifs de développement durable.

Le tableau ci-dessous, met en évidence, pays par pays, les ODD auxquels contribue les différentes interventions de l'APEFE. Les ODD 5 et 17, s'impose de manière évidente partout. Le genre est une dimension transversale à laquelle une attention particulière est portée. En ce qui concerne l'ODD 17, l'APEFE est persuadée que seul le travail en partenariat est porteur d'une meilleure efficacité et plus encore de durabilité.

ODD	1 PAS DE PAUVRETE	2 FAIM ZÉRO	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	6 L'EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT	7 ÉNERGIE PROPRE ET ÉNERGIE DURABLE	8 TRAVAIL DÉCENT ET ÉCONOMIQUE DURABLE	9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE	10 INÉGALITÉS RÉDUITES	11 VILLES DURABLES ET INCLUSIVES	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	13 MESURES D'ADAPTION À FAIBLES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE	14 VIE AQUATILE	15 VIE TERRESTRE	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS ÉQUITABLES	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
BELGIQUE				●	●											●	●
BENIN			●	●	●											●	●
BURKINA FASO	●		●		●			●					●				●
BURUNDI			●		●												●
HAITI	●				●			●		●							●
MAROC	●				●			●		●							●
PALESTINE	●		●		●					●							●
RDC	●	●		●	●			●									●
RWANDA	●			●	●			●									●
SENEGAL	●	●		●	●			●		●							●

BELGIQUE

EDUCAID.BE

Plateforme belge pour l'éducation et la formation dans la coopération au développement



Réunion des membres Educaid.be, février 2020



Les acteurs belges actifs dans le secteur de l'éducation et de la formation en coopération au développement créent un contexte (politique) dans le but d'améliorer leurs interventions de coopération dans les pays partenaires.



600 participants à la conférence internationale en digitale 2020 sur l'éducation inclusive les 15 et 22 octobre



15 intervenants à distance en visioconférence de 12 pays lors de la conférence



BÉNÉFICIAIRES

Educaid.be est une plateforme ouverte à des organisations, institutions et individus qui sont actifs dans le secteur de l'éducation ou de la formation au sein de la coopération belge au développement. Les membres représentent un large éventail de personnes et de structures privées ou publiques qui sont intéressées par les objectifs de la plateforme et veulent aider à les atteindre.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ **Publication** : « Essentiel du Genre 16 : Genre & Education », en collaboration avec Le Monde selon les Femmes, finalisée au mois de février 2020. Diffusion du livret à nos contacts et téléchargeable en format PDF sur le site, dans la newsletter et sur les réseaux sociaux (mars 2020).
Diffusion de la publication : « Comment mieux intégrer les questions environnementales et climatiques dans les programmes d'éducation et de formation » - Fiche méthodologique – sur le site et via les membres.
Diffusion de la publication : Digital for Education (D4E) – “Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning, opportunities for all in a digital era”. Les membres ont également diffusé la publication via leur propre réseau.
- ✓ Organisation de la conférence internationale digitale les 15 et 22 octobre sur l'éducation inclusive. Cette conférence a réuni 15 intervenants et plus de 600 participants.
- ✓ Organisation d'un webinaire en collaboration avec VETtoolbox d'Enabel sur l'analyse du Marché du travail avec la participation du consultant Kevin Hempel et des témoignages du terrain (APEFE – Haïti et British Council – Niger).
- ✓ **Plaidoyer** : Depuis l'entrée en fonction de la nouvelle Ministre, la plateforme a pu établir plusieurs contacts. La Ministre Kitir a participé à la session de clôture de la conférence internationale et a mentionné Educaid.be dans son plan politique. Au mois de novembre, Educaid.be a transmis aux parlementaires fédéraux, une note politique reprenant 10 recommandations pour le secteur de l'éducation dans la Coopération au Développement.

RIPOSTE COVID-19

Le télétravail imposé par la crise sanitaire a fait que toutes les réunions ont eu lieu à distance depuis mi-mars. En dehors de celles-ci, Educaid.be a davantage investi dans le partage des infos via les réseaux sociaux, la lettre d'info, le site internet et le mailing. La présence des membres aux réunions est restée stable par rapport à l'année précédente. Pour certains groupes de travail, nous constatons même une augmentation. Le digital a permis à des collaborateurs du terrain de participer directement aux échanges et réunions. La conférence internationale, initialement prévue au mois de mai en présentiel, a été postposée et a eu lieu entièrement en ligne. Le programme et le budget ont dans l'ensemble été respectés.





Luc Ameye, Vice-Président d'Educaid.be au nom de l'APEFE et coordonnateur du groupe de projet FPT



Réunion des membres Educaid 2020



Réunion des membres Educaid 2020



Réunion des membres Educaid 2020



Ça a été un immense plaisir et une opportunité offerte à ANCEFA (Africa Network Campaign on Education for All) de participer à la Conférence. Les échanges ont été très fructueux et enrichissants. Je vais partager les présentations avec les membres d'ANCEFA pour que le plus grand nombre puisse bénéficier de ces données et débats et faire avancer l'inclusion dans et à travers l'éducation.

Solange AKPO

PARTENAIRES

Les partenaires sont en premier lieu l'APEFE et la VVOB, qui hébergent et co-financent la plateforme. Par ailleurs, les partenaires de la plateforme en sont aussi les groupes-cibles : 48 organisations qui sont impliquées de façon plus ou moins active, par le biais du Comité de pilotage ou des groupes de projet. Ensemble, ils portent la plateforme.



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement




COORDONNÉES DU BUREAU

 **Marije VAN BREDA**
Coordinatrice

 s/c VVOB
Place Julien Dillens 1, 2A
1060 Bruxelles

 T : +32 2 209 07 99

 www.educaid.be
www.facebook.com/Educaidbe
@Educaid_be

BELGIQUE

ENTREPAIRS



Pays partenaires : Bénin, Burkina Faso, Burundi, RD du Congo, Guinée, Haïti, Maroc, Palestine, Rwanda et Sénégal, Tunisie



« EntrePairs : Entreprises Partenaires pour le Développement »
Renforcement des compétences et promotion des partenariats entre les acteurs entrepreneuriaux des pays de coopération et de la Wallonie.

Programme de cofinancement de projets d'appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux organisations intermédiaires des pays partenaires de la coopération de la Wallonie.

Pour une coopération interentreprises Wallonie-pays partenaires créatrice de valeur(s) au service du développement humain durable

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires : les PME du secteur formel, les organisations intermédiaires d'appui, les centres de formation à l'entrepreneuriat des pays prioritaires de la coopération de la Région wallonne.

Parties prenantes : les PME du secteur formel, les organisations intermédiaires d'appui, les centres de formation à l'entrepreneuriat de la Région wallonne.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

✔ Partenariat QUATRE-QUARTS et CPF (Centre de la Promotion Féminine du Kongo central)

Formation à distance - confection de masques de protection et de serviettes hygiéniques à destination des femmes agricultrices du Kongo-central.

Le projet, qui s'inscrit dans les mesures de riposte anti-Covid 19, mis en place par l'APEFE dans ses pays d'intervention, a trait à la formation de formateurs à la confection de masques de protection anti-Covid 19 ainsi que de serviettes hygiéniques à destination des femmes. Le projet met en présence la société coopérative à finalité sociale wallonne Quatre Quarts et le Centre de la Promotion Féminine (CPF) du Kongo central. L'appui a permis la formation de trois formateurs de ce centre ainsi que la production de milliers de masques de protection destinés aux agriculteurs et agricultrices encadrés par le programme Pisciculture déployé par l'APEFE dans la province du Kongo-central. L'activité d'appui a pu être réalisée à distance via l'utilisation d'outils numériques existants (ZOOM, ...).

✔ Partenariat CCIW (Chambre wallonne de commerce et d'Industrie) et CCIB (CCI du Bénin)

Formation : système de gestion information et méthodologie création cluster logistique portuaire.

Le second projet a trait au partenariat noué entre la Chambre wallonne de Commerce et d'Industrie et son homologue du Bénin (CCIB). Formations pour la mise en place d'un système numérique de gestion de l'information et sur la méthodologie pour la création d'un cluster de logistique portuaire. L'intervention prévue n'a pu être réalisée dans son intégralité. Les activités qui n'ont pas été effectuées en 2020 ont été reportées en 2021.

RIPOSTE COVID-19

Le lancement de l'appel à propositions et la bonne exécution du programme EntrePairs 2020 ont été fortement conditionnés par l'émergence, la diffusion et la persistance, en Belgique ainsi qu'au niveau mondial, de la pandémie du Covid-19. L'ensemble des pays ont été contraints d'adopter des mesures de lutte contre la propagation du virus ; arrêt des vols internationaux, limitation des déplacements internes, politique de testing, distanciation sociale, etc. Ces mesures ont eu des répercussions très importantes sur les capacités des acteurs entrepreneuriaux wallons de déployer des activités de prospection, d'identification, de négociation et de conclusion d'accords de partenariat avec des sociétés homologues des pays prioritaires de la coopération de la Wallonie. Il en a été de même pour les missions prévues de renforcement des compétences des partenaires de ces pays.

Tenant compte de ce contexte, l'appel à propositions EntrePairs 2020 à destination des acteurs entrepreneuriaux wallons n'a pu être lancé. De même, les missions de renforcement des compétences de partenaires du Sénégal du secteur de l'aquaculture (Agence Nationale de l'Aquaculture - ANA) et des matériaux de construction (Centre de Formation et d'Appui aux Métiers (CEFAM) de Louga), programmées dans la seconde moitié de l'année 2020 en synergie avec le programme ARCHIPELAGO de l'Union européenne (UE), n'ont pu être réalisées par les partenaires wallons, en l'occurrence, le Centre de Formation et de Recherche en Aquaculture (CEFRA) de l'Université de Liège et ATS Belgique, à cause de l'impact de la pandémie et des mesures de lutte mises en œuvre par les différents gouvernements. Les montants prévus pour le financement de ces activités d'appui n'ont pu être engagés et dépensés. Il en a été de même pour la formation prévue dans le cadre du partenariat entre la CCIW (Chambre wallonne de commerce et d'Industrie) de la CCIB (CCI du Bénin) pour la mise en place d'un système numérique de gestion de l'information et sur la méthodologie pour la création d'un cluster de logistique portuaire. Les activités de renforcement programmées, n'ayant pu être finalisées cette année, devront être réalisées en 2021, si les conditions le consentent.

En 2020, EntrePairs a soutenu un projet de formation et d'assistance technique en RDC, dans le secteur de la confection textile, qui pouvait être réalisé malgré les contraintes imposées par les mesures mises en place pour contrer la diffusion de la pandémie. Les activités relatives au second projet soutenu, mettant en présence les Chambres de Commerce et d'Industrie de la Wallonie et du Bénin, n'a quant à lui pas pu être réalisé dans son intégralité.



Pièces textiles confectionnées par le Centre de Promotion Féminine (CPF) du Kongo central, partenaire de la société wallonne Quatre-Quarts srl.

PARTENAIRES

Les partenaires de l'APEFE sont les membres de l'écosystème entrepreneurial de la Wallonie (PME, organisations intermédiaires d'appui, centres de formation...) et leurs homologues des pays prioritaires de la coopération. Ci-dessous les logos de quelques partenaires de l'APEFE. L'ensemble de ces acteurs signent avec l'APEFE une Convention de partenariat qui détermine les contributions respectives à la réalisation des activités de renforcement.



COORDONNÉES DU BUREAU



Walter COSCIA



APEFE
2, place Sainctelette
1080 Bruxelles
Belgique



T : +32 (0)2 421.83.78



w.coscia@apefe.org

BÉNIN

Renforcer les compétences techniques des professionnels de la santé (sages-femmes, infirmiers, kinésithérapeutes, techniciens sanitaires, techniciens en génie biomédical) à travers les programmes de formation initiale et la formation continue.



Formation des encadreurs de stage étudiants et encadreurs (Alibori-nord Bénin)



La disponibilité de ressources humaines santé qualifiées et compétentes pour assurer des soins paramédicaux de qualité, avec une attention particulière aux personnes vulnérables (femmes, personnes en situation de handicap), ainsi qu'une maintenance biomédicale et hospitalière adéquate, est améliorée, en adéquation avec les besoins du marché du travail



598 filles et **154** garçons soit **752** diplômés des écoles soutenues par l'APEFE au Bénin en 2020.



848 (388 femmes et 460 hommes) enseignants et encadreurs de stage ont participé aux activités.



163 (61 hommes et 102 femmes) agents de santé ont bénéficié d'une formation continue qualifiante (recyclage/perfectionnement) et qui ont été certifiés.

BÉNÉFICIAIRES

À travers le renforcement des capacités professionnelles des enseignants dans cinq établissements de formation et du personnel encadrant dans les structures hospitalières qui accueillent les étudiants stagiaires, les bénéficiaires de l'intervention sont les élèves et étudiants des cinq établissements appuyés soit environ 1.855 élèves et étudiants. Ainsi que les populations béninoises qui fréquentent les hôpitaux et les centres de santé et qui bénéficieront de soins de santé de meilleure qualité.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

Afin d'atteindre nos résultats, nous avons organisé plus de 30 activités cette année. Nos résultats ont été atteints soit complètement soit partiellement.

- ✓ **IFSIO** - Former les encadreurs cliniques de stage sur la pratique au lit du malade et à la présentation clinique chez les sages-femmes, la stérilisation du matériel médico-technique ; la pratique au lit du malade chez les Infirmiers ; élaborer le plan de formation du personnel enseignant permanent et administratif en collaboration avec l'INMES ; rédiger et valider le référentiel assurance qualité.
- ✓ **EFMS** - Former les enseignants à l'utilisation des TIC dans le processus d'apprentissage ; mettre en place des dispositifs de gestion des déchets (incinérateur) ; soutenir l'infirmier genre.
- ✓ **ESK** - Appuyer l'auto-évaluation de l'offre pédagogique ; appuyer la formation continue sur le traitement en kiné des pathologies rhumatismales de l'épaule et du rachis en collaboration avec les enseignants de l'UCL et WBI ;
- ✓ **EPAC** ; Réaliser une étude du devenir des diplômés en maintenance Biomédicale et Hospitalière ; appuyer la relecture du curricula de licence professionnelle en maintenance biomédicale et hospitalière (MBH) ;
- ✓ **ANSSP/DSIO** - Former des cadres de la DSIO et des chefs de services des hôpitaux et des SIO et enseignants de l'INMeS et de l'IFSIO sur l'audit de décès maternels et périnataux ; appuyer trois séances de sensibilisation sur les fistules obstétricales couplées au dépistage de cancers du sein et du col de l'utérus chez 200 femmes dans chaque département.
- ✓ **AISEM/DIEM** - Appuyer l'élaboration de quatre guides de maintenance préventive de certains équipements biomédicaux ; former les cadres en installation et maintenance des équipements d'énergie solaire photovoltaïque.
- ✓ **INMeS** - Former le personnel de l'INMeS sur le genre ; appuyer deux missions de supervision des enseignants de l'INMeS pour 8 formations sanitaires de 32 encadreurs de stage ; former le personnel de l'INMeS sur la gestion des déchets.

RIPOSTE COVID-19



- › Digitalisation des cours de l'IF-SIO afin d'offrir l'ensemble des cours en ligne. À la suite du travail de digitalisation, les cours ont été placés sur la plateforme de l'université de Parakou et suivis par tous les étudiants de l'école.
- › Conférence ZOOM (10/12) sur le harcèlement sexuel en ligne.
- › Digitalisation des cours dans les instituts de l'Université d'Abomey-Calavi (EPAC, ESK et INMeS) mise en place des cours sur la plateforme au profit des étudiants.
- › Sessions de formations continues en ligne par les doctorants et enseignants de l'ESK.
- › Installation de système de lavage des mains à l'INMeS, à l'ESK et à l'EPAC.
- › Fourniture de gel hydroalcoolique et de masque aux participants à chaque atelier.



Je suis Rodrigue Hadekon, point focal APEFE à l'IFSIO où je suis chef de la scolarité. Je vais décliner l'efficacité du soutien de l'APEFE en 3 axes.

1) investissements : l'APEFE a été d'un grand secours pour les investissements, ceux-ci, nombreux viennent rehausser et notre image, et notre efficacité pédagogique.

2) la formation : les formations pédagogiques pour enseignants et encadreurs de stages.

3) élaboration de différents outils : référentiel de formation, carnets de stage, fiches techniques des actes infirmiers, plan stratégique de développement et référentiel qualité. Tout cela grâce à l'APEFE. Déjà 3 promotions de sortants font leurs preuves un peu partout dans les hôpitaux et les centres de santé du pays.

Rodrigue Hadekon,
point focal APEFE à l'IFSIO



Remise des exemplaires des guides de maintenance élaborés par l'AISEM/DIEM



Formation des enseignants en Approche par Compétences à Bohicon



Travail en équipe dans le cadre de la lecture des curricula de formation à l'EPAC

PARTENAIRES

Les 5 établissements bénéficiaires sont : l'Institut National Médico-Sanitaire (INMeS) qui forme des sages-femmes et infirmières.iers; l'École Supérieure de Kinésithérapie (ESK) qui forme des kinésithérapeutes; l'École Polytechnique d'Abomey Calavi (EPAC) qui forme des techniciens en maintenance biomédicale; l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers et Obstétricaux (IFSIO) qui forme des sages-femmes et infirmières.iers; l'École de Formation médico-sociale (EFMS) de Parakou qui forme des aides-soignantes, des assistantes sociales et des techniciens sanitaires.

› Le Ministère de la Santé (MS) conçoit et met en œuvre la politique de l'État en matière de santé conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin ainsi qu'à la vision et politique du gouvernement.

› Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique conçoit et met en œuvre la politique de l'État en matière d'enseignement supérieur et de recherche conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin ainsi qu'à la vision et la politique du Gouvernement.

› Le Ministère des Enseignements secondaire, technique et professionnel (MESTP) conçoit et met en œuvre la politique nationale en matière d'enseignement secondaire, technique et professionnel.

Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



COORDONNÉES DU BUREAU



David GAQUERE
Administrateur de programme APEFE au Bénin



c/o Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive
01 BP 3589 Cotonou



T : +229 99 25 86 52

BURKINA FASO

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MÉDECINE PHYSIQUE ET RÉADAPTATION (PRC-MPR) AU BURKINA FASO

Rendre plus accessibles les soins de qualité en réadaptation pour les personnes victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique au Burkina Faso.



Le Centre National de Référence en Médecine Physique Réadaptation



L'accès aux soins de réadaptation de qualité au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (Personnes Handicapées, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo



1 point focal MPR au Ministère de la Santé



1 document de normes de qualité et outils élaboré



5 nouveaux orthoprothésistes diplômés en octobre 2020



1 curriculum de formation en MPR validé

BÉNÉFICIAIRES

Les personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité physique ayant besoin de soins de réadaptation pour limiter ce handicap ou pour éviter qu'une incapacité encore réversible évolue vers une situation de handicap définitif. Le programme s'adresse aux :

- > Victimes de traumatisme de la route ou d'accident du travail ;
- > Adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux conséquents souvent liés à l'hypertension artérielle
- > Personnes atteintes d'affections rhumatologiques (souvent mal de dos) ;
- > Enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale suite aux accouchements difficiles ;
- > Femmes souffrant d'incontinence urinaire après des grossesses multiples ;
- > Et toutes autres personnes touchées par des incapacités physiques diverses.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Affectation d'un point focal MPR au sein du Ministère de la Santé
- ✓ Formation à l'extérieur du Burkina Faso de 70 futurs professionnels de la MPR: 13 médecins, 38 kinésithérapeutes, 19 Orthoprothésistes ;
- ✓ Création de l'École Supérieure Kinésithérapie (ESK) à l'École Nationale de Santé Publique ;
- ✓ Élaboration du curriculum de formation de l'ESK
- ✓ Équipement du nouveau Centre de Référence National en MPR;
- ✓ Équipement du nouveau Service de MPR du Centre Hospitalier Régional de Tenkodogo en étroite collaboration avec Humanité et Inclusion ;
- ✓ Élaboration du document de normes de qualité des services MPR et ses outils.
- ✓ Étude pour l'intégration des soins MPR dans les mutuelles de santé en collaboration avec l'ONG ASMADE.



1 nouveau Service de MPR à Tenkodogo



1 nouveau Centre de médecine physique et réadaptation au CHR de Tenkodogo avec Centre d'appareillage grâce à la collaboration avec HI

RIPOSTE COVID-19

2020 a été marqué par la pandémie COVID-19, le programme a pris les mesures nécessaires pour contribuer à limiter la propagation du virus :

- > Respect des directives des autorités burkinabè (confinement, quarantaine, port du masque ...);
- > Travail à distance et utilisation de la visioconférence pour les réunions;
- > Dotation de matériels de protection et de gel hydroalcoolique ;
- > Respect des mesures barrières.



Remise d'attestation de reconnaissance à l'APEFE par la Ministre déléguée burkinabè au Budget



Je suis étudiant de la promotion 2016-2017 en fin de cycle à l'École Supérieure de Kinésithérapie de Cotonou où j'ai reçu une formation de qualité, grâce à une bourse APEFE/WBI. Je rends un grand hommage à l'ensemble de mes encadreurs pour la qualité de l'enseignement reçu. Je remercie l'APEFE/ WBI et tous les acteurs qui se sont impliqués tout au long de ma formation. Grâce à cette formation de qualité, je suis apte à prendre en charge les malades ayant un besoin en rééducation fonctionnelle dans mon pays le Burkina Faso et partout ailleurs en tant que kinésithérapeute. L'intervention de l'APEFE a permis une grande avancée en matière de réadaptation au Burkina Faso.

ZONGO Tegawendé Raymond



L'équipe kiné du CHR de Tenkodogo



Atelier d'élaboration du curricula de la future Ecole Supérieure de Kinésithérapie



Remise symbolique de matériel à la Ministre de la Santé lors de l'Inauguration du Service MPR

PARTENAIRES

- > Ministère de la Santé (partenaire technique)
 - > Wallonie-Bruxelles International (Partenaire financier)
 - > DGD (partenaire financier)
 - > UCL (partenaire scientifique)
- En collaboration avec Humanité et Inclusion, ASMADE, Solsoc, Croix Rouge de Belgique, La Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou.



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



COORDONNÉES DU BUREAU



Didier WOIRIN
Administrateur de programme



Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
01 BP 6625 Ouagadougou 01
Burkina Faso



M : +226 70 95 04 96
T : +226 25 33 05 58



d.woirin@apefe.org
www.apefe.org



Ambassade de Belgique,
417, Avenue KWAME N'KRUMAH
Ouagadougou
Burkina Faso

BURKINA FASO

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE POUR LE SAHARA ET LE SAHEL (PRC-IGMVSS)



La gestion durable des terres, clé de la résilience des populations au Burkina Faso

La mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'Action de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (SPA/IGMVSS) au Burkina Faso est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du Ministère en charge de l'Environnement et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres et en prenant en compte le genre.



2 projets en appui à l'IGMVSS formulés pour soumission au Fonds Verts pour le Climat



2 projets en cours de formulation pour soumission à la FAO et à l'Observatoire du Sahara et du Sahel



3 Prix Grande Muraille Verte en Journalisme sur la Promotion de la GDT décerné lors de la Journée Nationale de l'Arbre



3 752 diffusions de messages socioéducatifs sur les radios locales

BÉNÉFICIAIRES

Initialement conçue comme un bandeau de végétation reliant Dakar à Djibouti destiné à stopper l'avancée du désert, l'Initiative de la Grande Muraille Verte s'est progressivement transformée. Elle est aujourd'hui une mosaïque d'actions intégrées contribuant aux défis du Sahel : pauvreté, insécurité alimentaire, inégalité des genres, changement climatique, insécurité... L'APEFE appuie, depuis 2014, le Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique du Burkina Faso dans la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'action Burkinabé de cette initiative panafricaine. Cet appui se concentre sur le renforcement des capacités des acteurs du niveau central et déconcentré des 4 régions concernées (soit des 4 Directions Régionales, 15 Directions Provinciales et 101 Services Départementaux) mais également du niveau communautaire et plus particulièrement de la commune de Bourzanga. En soutenant le développement d'initiatives communautaires de restauration et Gestion Durable des Terres, l'APEFE contribue ainsi à la viabilité et à la résilience des écosystèmes, mais également des populations de cette zone, soit environ 4 millions d'habitants, dont 85% dépendent directement des ressources naturelles pour leur survie.



Séance de sensibilisation par le théâtre forum dans la commune de Sabcé (Centre-Nord)

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

L'appui de l'APEFE, en 2020, s'est focalisé sur :

- ✓ La poursuite des démarches en vue de la création de l'Agence Burkinabé de la Grande Muraille Verte
- ✓ La mobilisation de ressources supplémentaires à travers un appui à la formulation et à la soumission de nouveaux projets au profit de l'Initiative.
- ✓ La consolidation de l'image institutionnelle de la Coordination Nationale de l'IGMVSS et sur ses relations presse, ainsi que sur les actions de sensibilisation du grand public dans la zone d'intervention.
- ✓ Le renforcement des capacités techniques des cadres et agents du Ministère et des producteurs/productrices de la commune pilote de Bourzanga.



130 cadres et agents de terrain ayant bénéficié de formations (Gestion administrative, Gestion Durable des Terres...)



300 ha de terres récupérées à l'aide de la technique du Zaï dans la commune de Bourzanga

mais aussi :



1 reconnaissance de la contribution de l'APEFE parmi les 14 partenaires majeurs de mise en œuvre de l'IGMVSS, dans "The Great Green Wall Implementation Status and Way Ahead to 2030" de UNCCD



RIPOSTE COVID-19

Bien entendu, 2020 a été marquée par la pandémie liée à la COVID-19, l'APEFE et la Coordination Nationale de l'IGMVSS ont pris les mesures nécessaires pour contribuer à limiter la propagation du virus :

- › Respect des directives des autorités (confinement, quarantaine, port du masque...);
- › Travail à distance et utilisation de la visioconférence pour les réunions;
- › Déploiement et utilisation de dispositifs de protection et d'hygiène des mains.



Formation pratique en agroécologie avec les bénéficiaires du village de Napalgue (commune de Bourzanga)





J'ai réalisé un grand reportage sur la gestion durable des terres dans la province de l'Oubritenga. Je suis allé à la rencontre de paysans dans quelques villages pour voir comment ils travaillent pour restaurer les terres, en utilisant le zai, les demi-lunes, les cordons pierreux, etc. Je suis vraiment très heureux et je dis merci à la Grande Muraille Verte pour avoir instauré ce concours qui encourage les productions journalistiques. C'est une initiative qui motive les journalistes à travailler avec ardeur sur les thématiques de récupération des terres. Nous, journalistes, nous continuerons de sensibiliser parce que comme on l'a dit l'arbre c'est la vie, la terre également et il n'y a pas de terre morte ni infertile. Il revient à l'homme d'utiliser des techniques pour restaurer les parties dégradées et profiter d'elles efficacement.

Abel YERBANGA, journaliste à la télévision Burkina Info, lauréat du prix Grande Muraille Verte en Journalisme sur la Promotion de la GDT dans la catégorie Télévision.



Formation des agents sur la production des plants, le traitement phytosanitaire et le greffage.



Rencontre trimestrielle entre la CN-IGMVSS et les antennes régionales



Le Coordonnateur National de l'IGMVSS en compagnie des lauréats du Prix GMV en journalisme pour la promotion de la GDT

PARTENAIRES

Ce programme, financé par la Coopération belge, Wallonie-Bruxelles International et le gouvernement du Burkina Faso est mené en collaboration étroite avec OXFAM, BROEDERLIJK DELEN, TRIAS, Tiipaalga, Terre Verte, Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), SOS Sahel.



Ce programme a également encouragé le développement d'autres collaboration et interventions « satellitaires » concourant à l'Initiative de la Grande Muraille Verte du Burkina-Faso. C'est ainsi que l'APEFE, l'ADEPS, WBI, l'AWEX, HUB et FIT se sont retrouvés autour de projets « neutralité carbone ». C'est ainsi aussi que le projet « Jeunesse Sahélienne pour l'Action Climatique/UE » a vu le jour en consortium avec OXFAM.

Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



COORDONNÉES DU BUREAU



Didier WOIRIN

Administrateur de programme



Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso



M : +226 70 95 04 96
T : +226 25 33 05 58



d.woirin@apefe.org
www.apefe.org
www.igmvss-bf.net/
<https://web.facebook.com/cnigmvss.burkinafaso>



Ambassade de Belgique,
417, Avenue KWAME N'KRUMAH
Ouagadougou, Burkina Faso

BURKINA FASO

COMPENSATION DE L'EMPREINTE CARBONE DES ACTIVITÉS DE L'ADEPS ET DE WBI

L'ADEPS et WBI reverdisent le Sahel grâce aux compensations carbone de leurs activités



Photo de famille de la formation des pépiniéristes



Production et mise en terre de 150 000 plants forestiers dans les mises en défens encadrés par l'ONG Tiipaalga dans la région du Plateau Central au Burkina Faso



20 pépiniéristes formés dont 8 femmes



153.695 plants forestiers mis en terre



222 ha de plantation réalisée



Pépinière de Saïdou Ouedraogo en mai 2020 (Komnoogo - commune de Zitenga)

BÉNÉFICIAIRES

Suite aux accords de Paris d'avril 2016 (COP21), l'Administration Générale du Sport de la Communauté Française de Belgique (ADEPS) a souhaité réaffirmer son engagement dans la lutte contre les changements climatiques et compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements en voiture des participants aux « Points Verts ADEPS » et aux stages sportifs. Depuis 2018, par l'intermédiaire de l'APEFE, l'ADEPS a appuyé le Ministère de l'Environnement de l'Économie Verte et des Changements Climatiques du Burkina Faso ainsi que l'ONG Tiipaalga pour la production et la mise en terre de 240.000 plants forestiers dans le Sahel. Pour 2020, WBI, l'AWEX, HUB et FIT ont rejoint l'opération afin de compenser les déplacements d'une mission économique en Chine. Les bénéficiaires sont 1359 producteurs ou productrices désireux de mettre en place des techniques d'agroforesterie dans leur champ ou de réaliser des haies vives autour de leur culture.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Tenue de 6 rencontres d'information et de sensibilisation des acteurs : Ces rencontres ont permis de communiquer autour des objectifs qualitatifs et quantitatifs de la campagne de reboisement, du rôle de chaque acteur et sur la synergie à développer pour une amélioration continue des résultats.
- ✓ Formation de 20 pépiniéristes, dont 8 femmes sur les techniques de production de plants forestiers en pépinières : l'atelier a aussi été l'occasion de renforcer les connaissances des participants et participantes sur les techniques de mise en terre des plants et de gestion financière d'une pépinière en tant qu'exploitation.
- ✓ Production de 154.620 plants forestiers de 8 espèces différentes ayant un intérêt pour la production de Produits Forestiers Non Ligneux ou la réalisation de haies vives ;
- ✓ Mise en terre de 153.695 plants forestiers mis en terre dans 76 mises en défens et 1.283 champs de Régénération Naturelle Assistée ;
- ✓ Suivi et communication de l'opération réalisée par les services du ministère en charge de l'environnement dans le cadre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel.



26.1 km de haie vive plantée



1.359 producteurs ou productrices bénéficiaires des plants



Pépinière du groupe féminin Relwend, en juin (Gantodogo - commune de Laya)

RIPOSTE COVID-19



L'épidémie a peu perturbé les activités du projet. En effet, la production des plants se réalise de mars à juin. Leur mise en terres débute vers le 15 juin si les pluies sont bien installées et doit être idéalement terminée pour le 31 juillet. Les plants peuvent ainsi bénéficier d'au moins 2 mois de pluies pour une bonne reprise. Les activités de sensibilisation des acteurs et de formation des pépiniéristes ont pu se réaliser avant la quarantaine instaurée de fin mars à début mai. Les services de l'environnement sur le terrain ont pu réaliser les activités de suivi, car seules les villes étaient en quarantaine. Les plantations ont donc pu se réaliser normalement.



Je suis producteur et la terre était fortement dégradée sur mon terrain. C'est ainsi que j'ai demandé l'appui de l'ONG Tiipaalga pour la clôturer. J'y ai ensuite planté des arbres et j'y pratique ma production agricole. Actuellement, au vu des cultures, je suis convaincu que ma famille n'aura pas faim cette année. Je suis aussi très fier des plants que j'ai mis en terre. Avec la clôture grillagée, les arbres s'épanouissent et je suis convaincu qu'il y aura un très bon taux de reprise. La seule difficulté à laquelle je suis confronté c'est le manque d'eau ; sinon j'aurais bien pu planter des arbres fruitiers. Je lance donc un appel pour avoir un soutien dans ce sens.

Yacouba OUEDRAOGO,
Producteur à Youtenga,
commune de Nagréongo,
Région du Plateau Central



Haie vive en septembre 2020 - parcelle de Yacouba Ouedraogo (Youtenga - commune de Nagreongo)



Un jeune plant de baobab implanté dans un champs de Régénération Naturelle Assistée

PARTENAIRES

Les partenaires financiers :

- > L'ADEPS (Administration de l'Éducation Physique et des Sports), WBI (Wallonie Bruxelles International), l'AWEX (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers), HUB Brussels (Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise) et FIT (Flanders Investment & Trade)

Les partenaires techniques :

- > La Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso (CN-IGMVSS)
- > Les Directions Provinciales de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique de l'Oubritenga et du Kourwéogo
- > L'ONG burkinabe Tiipaalga



COORDONNÉES DU BUREAU



Didier WOIRIN
Administrateur de programme



Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
01 BP 6625 Ouagadougou 01
Burkina Faso



M : +226 70 95 04 96
T : +226 25 33 05 58



d.woirin@apefe.org
www.apefe.org



Ambassade de Belgique,
417, Avenue KWAME N'KRUMAH
Ouagadougou
Burkina Faso

BURKINA FASO

JESAC (JEUNESSE SAHÉLIENNE POUR L'ACTION CLIMATIQUE)

Renforcer les capacités des jeunes et des femmes burkinabè et nigériens à devenir des acteurs de la lutte contre le changement climatique



Exercice pratique de réalisation de la technique de la demi-lune



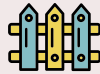
Renforcer la gouvernance climatique et la lutte contre la désertification au Burkina Faso et au Niger à travers la promotion d'initiatives agroforestières, socio-économiques, d'innovation et de mobilisation climatique impulsées par les jeunes citoyens.



55 jeunes et 145 femmes formés sur les bonnes pratiques d'adaptation aux risques climatiques



2.000 plants forestiers acquis



20 parcelles d'un ha clôturées dans les 4 communes du projet



Le gouverneur de la région du Nord donnant une interview lors du lancement du projet

BÉNÉFICIAIRES

L'APEFE en consortium avec OXFAM, en appui à l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel du Burkina Faso et du Niger, ont ensemble lancé, en février 2020, le volet burkinabè de ce projet « Jeunesse Sahélienne pour l'Action Climatique », financé par l'Union Européenne.

Au Burkina Faso, ce projet est mis en œuvre dans 4 communes (Ouahigouya, Oula, Gourcy, Lèba) et 8 villages (Soubo, Baporé, Lougouri, Bousouma, Lago, Zindiguessé, Masboré, Lèba) de la région du Nord du pays. Il vise à renforcer le leadership et les opportunités pour les femmes et les jeunes dans la gouvernance climatique, le développement résilient au climat et l'adaptation au changement climatique au Sahel.

En 2020, à cette fin, l'APEFE a démarré son appui aux 1400 jeunes agriculteurs et 500 femmes agricultrices impliqués dans les activités de reboisement, de Régénération Naturelle Assistée et de Conservation des Eaux et des Sols, et 100 femmes pépiniéristes, bénéficiaires de ce projet.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

L'APEFE, en 2020, a appuyé :

- ✓ L'acquisition et l'affectation dans les 8 villages appuyés de matériel pédagogique en vue des formations des jeunes et des femmes agricultrices et le démarrage des formations.
- ✓ La commande de plants et la clôture de parcelles en vue des initiatives d'agroforesterie prévues dans le 4 communes du projet ;
- ✓ Le lancement du processus de développement d'un système de paiement des services environnementaux à l'aide de paiement mobile et d'images satellitaires des sites géolocalisés ;
- ✓ L'élaboration de la stratégie et du plan d'action de communication et plaidoyer en préparation à la campagne de sensibilisation au changement climatique qui sera menée.



1 atelier de lancement réalisé



1 stratégie de communication élaborée

RIPOSTE COVID-19



Bien entendu, 2020 a été marqué par la pandémie COVID-19, elle a d'ailleurs quelque peu retardé le démarrage du projet. Toutefois, l'APEFE et la Coordination Nationale de l'IGMVSS ont pris les mesures nécessaires pour contribuer à limiter la propagation du virus :

- › Respect des directives des autorités (confinement, quarantaine, port du masque...);
- › Travail à distance et utilisation de la visioconférence pour les réunions autant que possible;
- › Déploiement et utilisation de dispositifs de protection et d'hygiène des mains.



Le présidium lors du lancement du projet



Le projet JESAC contribue aux efforts de lutte contre le changement climatique à travers le renforcement des capacités techniques des jeunes et des femmes sur les pratiques résilientes au climat et la promotion de l'agroforesterie d'une part, la mise en place d'un système novateur de Paiement pour Services Environnementaux (PSE), de compensation de carbone et de rémunération des jeunes et femmes pour la réalisation des travaux de reboisement à travers des paiements mobiles accrédités par le suivi des parcelles avec des satellites/drones d'autre part. Enfin, il participe au renforcement du leadership climatique des jeunes filles et garçons par la mise en place d'une campagne de communication, et de sensibilisation sur le changement climatique envers les jeunes, à travers les médias digitaux/traditionnels et nationaux/communautaires.

KOUSSOUBE Azeita,
coordonnatrice pour le Burkina Faso du projet



Camps chantier pour la formation sur l'agriculture résiliente au changement climatique

PARTENAIRES

OXFAM (lead consortium)
Coopérative VIIM BAORE
AU X EU Youth Coopération Hub (Bailleurs)
A-2E Association pour l'Education et l'environnement
JUDVED : Jeunesse Unie pour un Développement Durable



Atelier de planification du projet



Photo de famille lors du lancement du projet

COORDONNÉES DU BUREAU



Didier WOIRIN
Administrateur de programme



Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
01 BP 6625 Ouagadougou 01
Burkina Faso



M : +226 70 95 04 96
T : +226 25 33 05 58



d.woirin@apefe.org
www.apefe.org

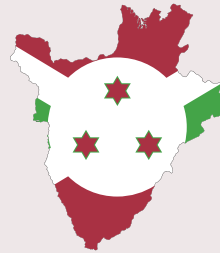


Ambassade de Belgique,
417, Avenue KWAME N'KRUMAH
Ouagadougou
Burkina Faso

BURUNDI

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA MÉDECINE PHYSIQUE ET RÉADAPTATION (PAD-MPR) AU BURUNDI

Rendre plus accessibles les soins de qualité en réadaptation pour les personnes victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique au Burundi.



Une étudiante de première année à l'ENKR de l'INSP pendant un examen écrit



Améliorer l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité fonctionnelle, en se focalisant sur l'appui à la gouvernance du sous-secteur, la formation des acteurs de la réadaptation, l'appui à dix centres et services de réadaptation et le développement de l'information sanitaire, cela avec une attention particulière pour l'environnement et les personnes plus vulnérables (Personnes handicapées, femmes, indigents).



10 services de kinésithérapie du pays évalués avec les grilles d'évaluation de la qualité des soins intégrées au document validé de « Normes des Services MPR »



21 étudiants (10 H/11 F) inscrits pour la seconde rentrée académique de l'école nationale en kinésithérapie et réadaptation, ouverte le 1^{er} avril 2019 à l'Institut National de Santé Publique de Bujumbura.



27 généralistes Burundais en formation théorique et pratique à la consultation et à la prescription en MPR



2 vidéos documentaires réalisés en français, anglais et kirundi sur le PAD-MPR

BÉNÉFICIAIRES

Les victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique ayant besoin de réadaptation pour limiter ce handicap ou pour éviter qu'une incapacité réversible évolue vers un handicap définitif :

- › Victimes de traumatisme de la route ;
- › Adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux, conséquence de l'hypertension artérielle touchant aujourd'hui ¼ de la population active au Burundi ;
- › Personnes atteintes d'affections rhumatologiques (souvent mal de dos) ;
- › Enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale après accouchements difficiles ;
- › Femmes souffrant d'incontinence urinaire sur grossesses multiples ;
- › Et toutes les autres incapacités physiques.

Le/la bénéficiaire type a 30 ans, victime d'un accident de la route avec fracture de la jambe. Il/elle a été opérée et a besoin de réadaptation pour que des raideurs articulaires irréversibles ne s'installent pas. Il/elle travaille dans l'économie informelle (en ville) ou dans l'agriculture (à la campagne) et a plusieurs enfants. La réadaptation est essentielle pour qu'il/elle puisse faire vivre sa famille. Il/elle n'a pas d'assurance santé et a besoin de mécanismes de subventionnement des soins.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Adoption par le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida du document de « Normes des services MPR au Burundi »
- ✓ Évaluation de la qualité des soins dans 10 services MPR du pays avec les outils validés.
- ✓ Démarrage de la 2^{ème} année académique à l'École Nationale en Kinésithérapie et Réadaptation, ouverte en mars 2019 à l'Institut National de Santé Publique de Bujumbura
- ✓ Organisation de sessions de formation continue (5 jours) pour 50 kinésithérapeutes burundais en activité dans tout le pays
- ✓ Formation en MPR (une semaine) de 27 médecins généralistes venus de tout le pays
- ✓ Retour au Burundi de deux kinésithérapeutes master formés à l'UCL et poursuite de la formation de quatre boursiers niveau baccalauréat à l'École Supérieure de Kinésithérapie de Cotonou.
- ✓ Préparation de la création de 5 nouveaux services de kinésithérapie dans 5 hôpitaux décentralisés du Burundi
- ✓ Expérimentation avec deux groupes de 50 patients de méthodes de réadaptation pour les séquelles d'AVC (hémiparésie) et pour le mal de dos chronique (Travaux de deux doctorants burundais en kinésithérapie rentrés de leur master à l'UCL en septembre 2019)
- ✓ Extension du dossier médical informatisé « réadaptation » à trois nouveaux centres de réadaptation à Gitega (CNAR) et à Bujumbura (Institut St Kisito et centre Akamuri)
- ✓ Formation (une semaine) de 25 RH, issues de 10 centres et services de réadaptation du pays à la bonne utilisation de ce DMI-réadaptation



2.236 personnes (1.066 H – 1.170 F) reçues au Centre National de Référence en Kinésithérapie et Réadaptation (CNRKR). Celles qui ont bénéficié de soins de kinésithérapie ont suivi 9 séances en moyenne.



3 centres de réadaptation du Burundi entièrement équipés du système de dossier médical informatisé « Réadaptation » intégré au logiciel « Open Clinic » qui est diffusé dans les hôpitaux du Burundi



RIPOSTE COVID-19

Le COPED, notre partenaire, a bénéficié d'un financement de 30.865 € octroyés par Wallonie-Bruxelles International (WBI) pour organiser les mesures de prévention de la propagation de la pandémie de Covid-19 chez les populations vivant avec handicap dans 7 centres pour personnes handicapées du Burundi, au CNRKR et dans le centre des sœurs Benetereziya de Bujumbura qui accueille des réfugiés de RDC.



Exercice de manipulation rapide d'objets - jeune femme hémiparétique



9

Je m'appelle Diane Kagwiza, j'ai 35 ans. Un jour, après une longue journée, j'ai ressenti une violente douleur dans le bas du dos qui m'empêchait de faire quoi que ce soit. J'étais très handicapée et ne pouvais ni travailler ni m'occuper de mes enfants. C'était très difficile pour moi et toute ma famille. C'est là qu'on m'a conseillé d'aller voir le Médecin au CNRKR de Bujumbura. Il m'a prescrit des séances de kiné qui ont duré quelques semaines. Aujourd'hui je suis très contente, car les douleurs ont disparu. Je suis aussi très fière parce que les médecins m'ont expliqué ce que je dois faire et ne pas faire. Aujourd'hui je connais le comportement à adopter pour ne plus avoir mal au dos.

Diane KAGWIZA



Cours pratique à l'ENKR avec enseignant burundais formé au Bénin



Prise de tension chez des patients hémiplegiques avant exercices en groupe au CNRKR

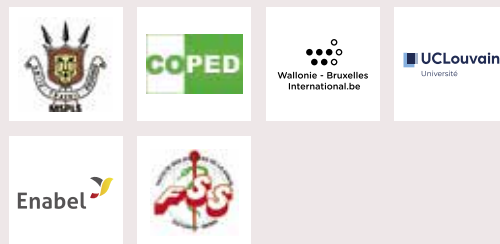


Thérapie en groupe pour des hémiplegiques au CNRKR
Exercices de manutention-transmission d'objets

PARTENAIRES

- > Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS -partenaire technique)
- > Conseil pour l'Éducation et le Développement (COPED) (partenaire technique et financier)
- > Coopération belge au Développement (DGD) (partenaire technique et financier)
- > WBI (partenaire institutionnel et financier)
- > UCL (partenaire scientifique)

Collaborateurs : Enabel et la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



COORDONNÉES DU BUREAU

Olivier JADIN
Administrateur de programme

Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
BP 1920 Bujumbura
Burundi

T : +257 22 24 67 10
M : +257 79 55 85 56
+257 76 77 11 50

o.jadin@apefe.org
<https://www.facebook.com/APEFE.Burundi/>
www.apefe.org



HAÏTI

PROJET DE PROMOTION DE L'INCLUSION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE ET D'EMPLOI

PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX ET À L'EMPLOI AU PROFIT DES PERSONNES HANDICAPÉES DU BUREAU DE LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES



Amélioration des conditions sociales et économiques des personnes handicapées

Améliorer l'accès aux services sociaux et à l'emploi au profit de cent personnes handicapées à travers la formation technique et professionnelle.



Sur **141** personnes formées, **127** ont réussi dont **62** femmes et **65** hommes. Ils/elles ont un métier porteur et plus de **10%** d'entre eux sont déjà en train de travailler soit dans une entreprise soit à leur propre compte (auto-emploi).



15% des bénéficiaires sont en stage



4 activités génératrices de revenu ont été créées



BÉNÉFICIAIRES

- Les bénéficiaires sont des personnes qui vivent avec un handicap physique (moteur et/ou psychomoteur), sensoriel (auditif, visuel) ou une maladie invalidante et qui sont en situation de vulnérabilité (particulièrement les femmes). Il/elles habitent dans les départements du Sud et du Sud' Est d'Haïti.
- Elles/Ils sont sélectionné-e-s par les Coordonnateurs des bureaux régionaux du BSEIPH dans les départements ou est implémenté le projet.
- Ces bénéficiaires (femmes et hommes) âgé.e.s. de 16 à 40 ans sont pères et mères de famille parfois mères- célibataires.
- Ces personnes habitent en région rurale. Elles pratiquent en général des activités de subsistance de type jardinage, commerce ou autres petits boulots ne garantissant pas un accès durable à un revenu, ne nécessitant pas de qualifications spécifiques et offrant peu de perspectives de carrière. Elles/ ils gagnent en moyenne moins de 2 USD par jour. Ces personnes sont sans profession et sans emploi et manifestent le désir d'avoir un gagne-pain.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- 6 formations techniques sélectionnées par le maître d'ouvrage ont été lancées, réalisées et clôturées par une remise de diplôme et l'organisation de 2 « foires agroalimentaire et mécanique moto ».
 - Les formations étaient dispensées dans quatre domaines différents : les techniques agricoles, les transformations de produits agricoles, la réparation de motos et la boulangerie.
 - Lancement de 4 sessions de formation dans le Sud et le Sud-Est ;
 - Formation en transformation de produits agricoles et réparation de motocyclettes (Sud) ;
 - Formation en techniques agricoles (Sud) ;
 - Formation en cuisine-pâtisserie (Sud-Est) ;
 - Formation mécanique moto (Sud-Est) ;
 - Formation en transformation de produits agricoles (Sud-Est) ;
 - Cérémonie de remise de diplôme et organisation d'une foire (Sud) ;
 - Cérémonie de remise de diplôme et organisation d'une foire (Sud-est) ;
 - Distribution de kits de démarrage d'activités génératrices de revenus aux 127 bénéficiaires réussis-es (Sud et Sud'Est).
- Chacune des formations a été suivie de 3 jours de formation en entrepreneuriat.



93 bénéficiaires travaillent à domicile



14 bénéficiaires en techniques agricoles se sont mis en associations (des cultivateurs/trices)



RIPOSTE COVID-19



Pour faire face à la crise sanitaire toutes les mesures de protection (prise de température au début de chaque séance, gestes barrières, port du masque (obligatoire), lavage des mains dans les points disponibles à cet effet) ont été conseillées et/ou suivies et des produits sanitaires (seau d'eau à robinet, savon, solution hydro-alcoolique) ont été mis à la disposition de toutes les parties prenantes tout au long du projet.



9

J'ai réparé un moteur de motocyclette pour 3.000 gourdes (32 euros). Merci à APEFE, au Bureau de la Secrétaire d'Etat à l'Insertion des Personnes Handicapées et à la Banque Mondiale.

Olivier Ogé,
Réparation moto Sud

Suite à la formation, je transforme des bananes en papita (chips) je les vends à Jacmel, à Anse-à-Pitre ainsi qu'à la frontière de la République Dominicaine. Je gagne bien ma vie.

Bruny Dérally,
Sud'Est

PARTENAIRES

- > L'Institut National de Formation Professionnelle (INFP)
- > APEFE
- > Banque mondiale
- > Gouvernement du Japon



COORDONNÉES DU BUREAU



Pascal MONTOISY
Représentant de l'APEFE en Haïti



Delmas 71, Rue Serin #1, Appartement # 9 ;
Complexe Lafayette ; Delmas
Haïti



T : +509 2811 8505



p.montoisy@apefe.org

HAÏTI


PROGRAMME D'APPUI À LA CRÉATION D'EMPLOI ET DE REVENUS DURABLES


Création d'emplois pour les jeunes défavorisés en Haïti



Promouvoir la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois et en renforçant les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays.



 **334** finissants et diplômés ont pu bénéficier d'un stage de formation ou ont signé un premier contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée à l'initiative des actions des Cellules d'Orientation Professionnelle et de Placement


 **39** finissants (moins de 3 % des finissants) ont pu démarrer une activité génératrice de revenus à l'issue de leur cursus de formation

BÉNÉFICIAIRES

- > Les bénéficiaires sont des jeunes désœuvrés en situation de vulnérabilité (particulièrement les filles) vivant dans les départements d'intervention du programme.
- > Ils sont sélectionnés soit par les responsables des Centres de Formation Professionnelle avec lesquels nous travaillons, soit par les acteurs étatiques ou de la société civile.
- > Il s'agit de jeunes (filles ou garçons) âgés de 16 à 35 ans.
- > Ces jeunes habitent soit en région rurale ou urbaine. Ils sont le plus souvent célibataires vivant encore chez un parent même à un âge « avancé » (dans le cas des filles, elles ont parfois déjà enfanté prématurément). Ils pratiquent en général des activités de subsistance de type commerce ou d'autres « petits boulots » qui ne garantissent aucun accès durable à un revenu, ne nécessitent aucune qualification spécifique et offrent peu de perspectives de carrière. Ils gagnent en moyenne moins de 2USD par jour. Ils sont soit en formation dans les Centres de Formation Professionnelle ou manifestent le désir d'en commencer une.

 **302** jeunes ont bénéficié d'une formation mobile

 **295** bénéficiaires, dont 117 jeunes femmes, soit 66.29% sont insérés ou en situation d'auto-emploi.

 **110** jeunes en situation de vulnérabilité ont suivi des sessions de formation technique certifiantes en ligne

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✔ **Appui aux Centres de Formations Professionnelles**
 - > 2 Missions Diagnostic réalisées (Evaluation des besoins) ;
 - > 10 membres de COPP formés aux Techniques d'Aide à l'Orientation et à l'Insertion Professionnelle ;
- ✔ **Formation mobile**
 - > 10 sessions de formation mobile au profit de 302 jeunes dont 172 femmes ;
 - > 16 missions de formation en entrepreneuriat au profit de 407 jeunes dont 192 femmes ;
- ✔ **Entreprenariat**
 - > Formation pour les 2 conseillers techniques responsables de l'insertion professionnelle à l'animation du jeu d'entreprise J'entreprends@Haïti et à la formation d'animateurs.
 - > Formation : amélioration des compétences entrepreneuriales de 449 bénéficiaires du PACERD à partir du jeu.
 - > Octroi de kits de démarrage : 262 jeunes ont reçu du matériel et des matières d'œuvre pour démarrer une activité entrepreneuriale.
- ✔ **Numérique**
 - > Renforcement de compétences numériques, sensibilisation et projet pilote de formation numérique :
 - Séance de formation sur «l'intégration du numérique dans les pratiques pédagogiques» pour les formateurs et formatrices dans 3 des Centres de Formations Professionnelles partenaires du PACERD. > 43 formateurs.trices mobilisé.e.s ;
 - Mise en œuvre d'un dispositif pilote de formation professionnelle numérique hors ligne accessible sur smartphone via TVET Academy > 110 jeunes, dont 5 femmes inscrit.e.s à la formation hybride du métier de réparation de motocyclette.
 - > Octroi de matériels informatiques :
- ✔ **Genre et Education inclusive**
 - > Sensibilisation à l'équité de genre sur le thème "...génération d'égalité levez-vous pour les droits des femmes" pour environ 300 jeunes dans 3 Centres de Formations Professionnelles ;
 - > Formation professionnelle de plus d'une centaine de personnes handicapées pour le Bureau de la Secrétaire d'Etat à l'intégration des personnes handicapées.



9

Grâce à la formation suivie avec l'APEFE, j'ai acquis des compétences en installation de panneaux solaires. Maintenant, j'ai un métier qui me permet de gagner ma vie et de devenir autonome.

PETERSON Jean-Baptiste, bénéficiaire du programme de formation de l'APEFE en énergies renouvelables à Léogâne.

Avant cette formation avec l'APEFE, j'exerçais de petites activités insuffisantes pour me permettre d'en vivre. Au cours de la formation, j'ai appris à transformer plusieurs types de produits agricoles qui auparavant auraient été gaspillés. J'ai appris à faire de la confiture, de la crème et à préparer du mamba (beurre d'arachide). L'installation de cet atelier va beaucoup nous aider dans la mesure où il facilite la réalisation de certaines activités en équipe. Ce qui nous permet de réaliser beaucoup plus de commandes et donc de transformer plus de produits. Je compte utiliser la formation que je viens de suivre pour réaliser des produits à proposer sur le marché et aussi peut-être transmettre ces connaissances à d'autres personnes vivant dans des zones éloignées.

CLERGÉ Natacha, bénéficiaire de l'APEFE, Finissante en Bar Restauration au CDAM-Cayes



PARTENAIRES

- > L'Institut National de Formation Professionnelle (INFP)
- > Organisations communautaires de base (OCB), les congrégations religieuses et les acteurs étatiques
- > Haitian Adolescent Girls Network (HAGN)
- > Humanité et Inclusion (HI)
- > Géomoun
- > TVET Academy
- > Groupe One



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



RIPOSTE COVID-19

Les Centres de Formations professionnelles partenaires ont été encouragés à soumettre des propositions de projets susceptibles d'accompagner les finissants en vue de leur intégration sur le marché du travail. Cette initiative a été prise dans le souci d'adapter les interventions du PACERD à la réalité en période d'épidémie et aussi en préparation à la période post-Covid. C'est aussi une façon pour l'APEFE de continuer à poursuivre les objectifs fixés dans le cadre logique. L'impact attendu de ces projets est double dans la mesure où ils doivent permettre à la fois aux jeunes de démarrer une activité génératrice de revenus et aussi au centre bénéficiaire de renforcer ses capacités financières.

Par le biais de la formation mobile : Création d'une unité de transformation et de conservation de condiments à Kenscoff, de 3 ateliers collectifs en énergies renouvelables, de 25 AGR individuelles en esthétique, de 6 activités génératrices de revenus collectives et de 10 individuelles en cuisine et appui à 120 ménages et 24 aides-formateurs en techniques agricoles.

COORDONNÉES DU BUREAU



Pascal MONTOISY
Représentant de l'APEFE en Haïti



Delmas 71, Rue Serin #1, Appartement # 9 ;
Complexe Lafayette ; Delmas
Haïti



T : +509 2811 8505



p.montoisy@apefe.org

MAROC

MIN AJLIKI

L'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes ont été améliorés quantitativement et qualitativement au Maroc



Motonobu Kasajima, Délégué Général Wallonie-Bruxelles à Rabat, à l'inauguration de l'incubateur Moukawilab mis en place par l'ANAPEC dans le cadre du programme Min Ajliki



L'objectif du programme est l'amélioration quantitative et qualitative de l'entrepreneuriat féminin sur tout le territoire marocain via une approche intégrée qui travaille sur tous les aspects liés à la création d'entreprises : du stade débutant par la sensibilisation en passant par la formation, l'accompagnement jusqu'à la création et la post-crédation d'entreprises.



6.204 femmes sensibilisées



2.962 femmes formées en développement des capacités entrepreneuriales (pré-crédation)



1.298 femmes formées en développement des capacités managériales



203 femmes formées en amélioration de l'employabilité

BÉNÉFICIAIRES

Le programme est un partenariat Public-Privé-Associatif qui vise entre autres le renforcement des capacités en matière d'entrepreneuriat féminin des acteurs et populations cibles suivants :

- › Les femmes entrepreneures en phase de développement de leurs activités.
- › Les femmes souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat.
- › Les micro-entrepreneures possédant une activité économique informelle et souhaitant passer au secteur formel.
- › Les activités féminines sociales et solidaires.
- › Les ressources des 8 partenaires directs (cités ci-dessous)
- › Les ressources des partenaires indirects (acteurs au niveau national, régional et territorial)



1.074 emplois féminins générés dans le cadre du programme



1.131 femmes porteuses de projets accompagnées en pré-crédation



593 femmes accompagnées en post-crédation



795 entreprises créées par des femmes à travers les partenaires



227 structures féminines passées de l'informel au formel

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

Exemples d'activités du programme en 2020 :

- ✓ Diffusion d'une série de vidéos en BD animées qui vise la simplification et la vulgarisation de concepts de management et d'entrepreneuriat en dialecte marocain
- ✓ Diffusion de vidéos de témoignages et de success stories des bénéficiaires
- ✓ Inauguration du Centre de Promotion de l'Emploi Estudiantin de Tétouan
- ✓ Organisation des plans de formations en ligne sur diverses thématiques (développement personnel, gestion de crise, éducation financière, etc.)
- ✓ Diffusion des Lives Facebook qui a pour objectif la valorisation de la femme entrepreneure. Chaque épisode a mis en valeur un groupe de femmes d'une région déterminée qui viennent partager en direct leurs obstacles rencontrés, leurs conseils, les spécificités de leurs régions, mais aussi leurs réussites
- ✓ Cérémonie virtuelle du lancement de l'École Supérieure des Industries du Textile et de l'Habillement Factory
- ✓ Mise en place d'un plan de formation au profit des ressources féminines du secteur de la microfinance en partenariat avec le Centre Mohamed VI de soutien à la microfinance solidaire
- ✓ Mise en place d'un plan de formation en ligne au profit de la deuxième promotion des bénéficiaires de l'incubateur universitaire Skills Lab El Jadida
- ✓ Lancement d'une deuxième émission de Lives Facebook et Youtube sous le nom de « la boîte à outils de l'entrepreneure »
- ✓ Journée sur l'entrepreneuriat et visite de l'incubateur de l'École Supérieure de Technologie de Beni Mellal par une délégation américaine composée de chefs d'entreprises, managers d'accélérateurs et accompagnateurs
- ✓ En partenariat avec l'ANAPEC, lancement d'un plan de formation en direction de jeunes filles portant sur le renforcement des capacités en matière d'élevage de poulets fermiers
- ✓ Cycle de formation en éducation financière au profit des femmes porteuses de projets et entrepreneures de la zone de Mohammédia, en partenariat avec l'ANAPEC
- ✓ Inauguration du Moukawilab – un espace innovant d'incubation et d'accompagnement des entrepreneures
- ✓ Cycle de formation sur le lancement des projets entrepreneuriaux au profit des bénéficiaires de la ferme pédagogique Mediouna, de Casablanca



Retour en images sur la 1ère action de « Hiya Tantaliq » programme mis en place par ACTUS POSITIVE, la Direction Provinciale de l'Education Nationale et l'ANAPEC Tiznit.



Développement et diffusion d'une série de vidéos en BD animée pour la vulgarisation de concepts d'entrepreneuriat, de gestion et de management



Lancement de plusieurs séries de Lives Facebook



Lancement à Tinghir dans la région de Draa Tafilalet des rencontres avec des femmes entrepreneures pour un accompagnement de relance des activités suite à la crise sanitaire du Covid-19.

RIPOSTE COVID-19

L'état d'urgence et le confinement obligatoire déclarés au Maroc depuis le 20 mars 2020 ont impacté toutes les activités du programme Min Ajilki 2.0. Toutes les activités en présentiel ont été suspendues et l'ensemble des incubateurs et des espaces de coworking ont fermé pendant toute la durée du confinement. Toutefois, les équipes locales de l'APEFE, ont continué à accompagner les partenaires et les populations cibles pendant cette crise. Voici à titre d'exemples, quelques activités :

- › Accompagnement des acteurs afin d'assurer une continuité de certaines de leurs activités.
- › Accompagnement spécifique post-covid au profit des femmes bénéficiaires du programme. L'objectif était de permettre aux femmes entrepreneures accompagnées de réagir rapidement afin de s'adapter au fur et à mesure aux changements et de mettre en place un plan d'action concret sur une durée de trois à six mois autour des aspects financiers, humains, stratégiques et opérationnels pour prévoir et programmer la relance de leurs activités.
- › Mise en place de plusieurs séries et émissions en ligne pour mettre à disposition des populations cibles un contenu riche et adapté.



Je suis fière d'être parmi les participantes bénéficiaires de cette formation...Merci pour vos efforts que vous avez faits pour améliorer notre savoir être et aussi nous rendre capables, fortes et créatives.

ZOHRA BOUHARBA

PARTENAIRES

- › Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle (MTIP)
- › Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC)
- › Maroc PME
- › Centre Mohamed VI de soutien à la Micro Finance solidaire (CMS)
- › Association des Femmes cheffes d'Entreprise au Maroc (AFEM)
- › Association Entrelles
- › Al Amana Microfinance
- › Attawfiq Microfinance



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



COORDONNÉES DU BUREAU



Benoît STIÉVENART
administrateur de programme
Bureau.rabat@apefe.org



APEFE- Délégation Wallonie-Bruxelles
Ambassade de Belgique
Rue Jaafar Assadiq 4 agdal Rabat Maroc



T : +212 537 674 115



<http://minajilki.ma/>
<https://www.youtube.com/c/Minajilikimaroc/videos>
<https://www.facebook.com/minajilikimaroc>
<http://minajilki.ma/quiz/>

MAROC

PROGRAMME D'APPUI AUX JEUNES INITIATIVES (AJI)



Retour en images sur la session de formation en SOFT-SKILLS organisée du 23 au 27 Novembre 2020 à Errachidia au profit des conseillers en emploi l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi et des Compétences ANAPEC de la région Drâa Tafilalet. Cette formation avait pour but le renforcement des aptitudes méthodologiques et des connaissances théoriques et pratiques des conseillers en emploi sur les SOFT-SKILLS, ce qui permettra aux conseillers de dupliquer la formation auprès des chercheurs d'emploi de la Région, et participer à l'amélioration de leur employabilité.



Le programme AJI a pour principal but l'amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et l'auto-emploi des jeunes âgés de 18 à 35 ans dans les 4 régions d'intervention qui sont : L'ORIENTAL, DARAA TAFILALET, FES-MEKNES et KHNIFRA BENI-MELLAL. Le processus d'accompagnement des jeunes dans le cadre du programme AJI se déroule en 5 phases : information, sensibilisation, accompagnement pré-crédation, création et post-crédation.



11.252 jeunes ont été informés sur le programme



3.387 jeunes ont bénéficié des ateliers de sensibilisation à l'entrepreneuriat



913 jeunes ont été formés et certifiés en développement des capacités entrepreneuriales



14 projets de jeunes incubés

BÉNÉFICIAIRES

- Jeunes de 18 à 35 ans résidants dans l'une des 4 régions d'intervention du programme
- Porteurs de projets entrepreneuriaux individuels ou collectifs
- Jeunes non diplômés en besoin d'améliorer leur employabilité
- Acteurs territoriaux de proximité opérant dans l'appui à l'entrepreneuriat au Maroc (dans les 4 régions d'intervention)

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

En 2020, plusieurs activités ont démarré en ligne. Nous citons par exemple les rendez-vous live interactifs sur la page Facebook officielle du programme sur les nouveaux modes économiques innovants, les co-working space et leur évolution ou encore le Hackathon de l'industrie et de l'innovation qui a démarré dans la région de Beni Mellal. Après l'allègement de l'état d'urgence sanitaire et du confinement, plusieurs activités en présentiel ont été organisées à savoir :

- Des sessions de formation en SOFT-SKILLS organisées du 23 au 27 novembre 2020 à Errachidia et du 14 au 18 décembre 2020 à IFRANE au profit des directeurs, cadres et conseillers en emploi de l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi et des Compétences ANAPEC de la région FES - MEKNES.
- Des sessions de formation qualifiante de 191 emballeuses en hygiène, sécurité et mesures COVID-19, organisées du 14 au 22 octobre 2020 à la province de Berkane de la région de l'Oriental.
- Des sessions de sensibilisation à l'entrepreneuriat organisées à Azrou de la région FES -MEKNES
- Une session de formation organisée dans la région FES -MEKNES en partenariat avec le Centre Régional d'Investissement, sur la thématique «les techniques de commercialisation».

Les résultats restent satisfaisants vu le contexte particulier de la crise sanitaire actuelle et le confinement (voir chiffres clés).



20 jeunes ont bénéficié de l'appui à la commercialisation et ont été attestés



730 jeunes non diplômés ont été formés en amélioration de l'employabilité



30 conseillers spécialisés en création d'entreprises ANAPEC ont été formés

RIPOSTE COVID-19



Le lancement du programme AJI a été impacté par la propagation du virus COVID-19, l'état d'urgence sanitaire déclaré et le confinement obligatoire au Maroc, entré en vigueur le 20 mars 2020. Toutefois, et comme la digitalisation figure parmi les principaux axes du programme, plusieurs activités ont déjà démarré en ligne, à savoir : les Unités de Gestion du programme au niveau territorial pour le démarrage du programme AJI, les ateliers de sensibilisation, les ateliers de formation, l'hackathon de l'industrie et de l'innovation, le Meet-up data-énergie & automobile, le « GABED BOOTCAMP », etc.

Après l'allègement du confinement, nous avons veillé à ce que toutes mesures sanitaires et de sécurités préventives soient respectées lors des activités organisées en présentiel.

9

Je remercie l'APEFE pour la qualité du boot camp organisé dans le cadre du programme AJI. Grâce à la qualité des intervenants, j'ai appris des choses très intéressantes sur le secteur Automobile et de l'Énergie.

ES-SALMI Fadoua,
Région Draa Tafilalet

La formation animée par le programme AJI sur la thématique « Comment Développer son Esprit Entrepreneurial » m'a beaucoup apporté en matière de développement personnel.

SAIDI Rachid,
Région Béni Mellal-khénifra

En tant que bénéficiaire du programme d'Appui aux Jeunes Initiatives, j'ai pu échanger avec les jeunes et partager des expériences tout au long de la formation. Nous avons aussi bénéficié d'un workshop pour construire une réflexion, trouver des idées et partager le savoir.

HANAE Belmehdi,
Région de l'Oriental

J'ai assisté à une session de formation sur la thématique de « la sensibilisation à l'entrepreneuriat », organisée en ligne dans le cadre du programme AJI. La formation m'a permis de connaître les divers statuts juridiques des entreprises et de faire un état des lieux sur leur aspect fiscal.

Mohammed NABIL DAHMAN,
Région de Fès Mèknes



Session de formation qualifiante de 191 emballeuses en hygiène, sécurité et mesures COVID-19, organisée du 14 au 22 octobre 2020 dans la province de Berkane. Cette formation avait pour but de doter les emballeuses des compétences relatives aux risques microbiologiques, à la sécurité au travail, aux bonnes pratiques d'hygiène et aux gestes-barrières.



Deuxième session de sensibilisation organisée dans la région FES –MEKNES dans le cadre du Programme d'Appui aux Jeunes Initiatives « AJI », sur la thématique « Comment choisir la forme juridique adéquate à mon projet professionnel ».



Session de formation organisée à la région FES –MEKNES en partenariat avec le Centre Régional d'Investissement, dans le cadre du Programme d'Appui aux Jeunes Initiatives « AJI », sur la thématique « les techniques de commercialisation ».

PARTENAIRES

Le Programme d'Appui aux Jeunes Initiatives (AJI) est mis en place par l'APEFE et financé par l'État fédéral belge via ENABEL, en partenariat avec le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (MTIP) et l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC).



COORDONNÉES DU BUREAU



Benoit STIÉVENART
Administrateur de programmes
Bureau.rabat@apefe.org



APEFE- Délégation Wallonie-Bruzelles
Ambassade de Belgique
Rue Jaafar Assadiq 4 agdal Rabat Maroc



T : +212 537 674 115



Facebook : <https://web.facebook.com/programmeaji>
Instagram : <https://www.instagram.com/programmeaji>
LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/43342822>
Twitter : <https://twitter.com/AppuiJeunes>

PALESTINE

PROMOTION D'UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP EN CISJORDANIE

Les personnes en situation de handicap dans les zones défavorisées du Sud de la Cisjordanie ont amélioré leur accès aux services essentiels (médicaux, réadaptation, éducatifs, formation professionnelle et psychosociaux)



Les agents RBC organisent un marché local avec la participation des centres communautaires et des communautés locales pour promouvoir et commercialiser les produits des centres communautaires



Promouvoir un développement inclusif pour les personnes en situation de handicap à un niveau multisectoriel en mettant l'accent sur la santé, l'éducation, l'autonomisation et le bien-être en plus de renforcer les capacités de la Bethlehem Arab Society for Rehabilitation (BASR), partenaire de mise en œuvre.



10 logements pour personnes en situation de handicap et **4** locaux publics ont été aménagés pour devenir accessibles



2.438 personnes en situation de handicap ont bénéficié de services de rééducation de proximité



2.062 élèves ont reçu des évaluations de détection précoce.



247 personnes en situation de handicap ont été orientées vers différents services médico-chirurgicaux

BÉNÉFICIAIRES

- Les personnes en situation de handicap, leurs familles et leurs soignants.
- Fonctionnaires du gouvernement de la Santé, au Ministère du Développement social, au Ministère de la gouvernance locale et au Ministère de l'Éducation.
- Professionnels de l'éducation et de la santé.
- Défenseurs des personnes en situation de handicap et militants
- Municipalités et membres du conseil travaillant au Ministère municipal.
- Le personnel des centres communautaires et des organismes communautaires
- Le personnel des organisations partenaires

Dans le cadre du programme, l'accent est mis sur les groupes et communautés vulnérables et marginalisés en particulier les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes ayant des difficultés socio-économiques qui souffrent souvent d'une double discrimination conduisant à une exclusion plus poussée. L'équipe de RBC (Réadaptation à base communautaire) ouvre des dossiers de travail aux bénéficiaires afin d'évaluer leurs besoins et de préciser les interventions prioritaires.



8.793 personnes en situation de handicap ont bénéficié de séances de rééducation et de visites de suivi



3 projets générateurs de revenus ont été mis en place dans **3** centres communautaires



1 salle de physiothérapie et **1** salle de logopédie ont été créées dans la région d'Al-Dhahiriya et **1** salle de logopédie a été créée dans la région de Beit Awwa

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Le programme a maintenu 13 accords avec les conseils locaux, couvrant 95 communautés dont 37 sont situées dans la zone C ou la zone de jointure.
- ✓ Le programme a mis en œuvre une formation pour son personnel sur la CEDAW et le handicap en coopération avec le OHCHR.
- ✓ Le programme a fourni à 141 personnes en situation de handicap 181 dispositifs d'assistance.
- ✓ Le programme a rénové 10 logements de personnes en situation de handicap et 4 équipements publics pour les rendre accessibles.
- ✓ Le programme a fourni à 2 438 personnes en situation de handicap des services et des séances de réadaptation.
- ✓ Le programme a réalisé des évaluations de détection précoce auprès de 2 063 élèves et distribué des brochures sur la détection précoce des déficiences auditives et visuelles destinées aux enseignants.
- ✓ Le programme a orienté 247 personnes en situation de handicap vers différents services médicaux et chirurgicaux.
- ✓ Le programme a facilité l'accès de 8 793 personnes en situation de handicap aux séances de rééducation et aux visites de suivi.
- ✓ En collaboration avec le service de santé mentale, une salle de thérapie de groupe a été adaptée pour valoriser les interventions dispensées à la communauté.
- ✓ Le programme a soutenu et mis en œuvre 1 128 activités communautaires qui favorisent l'inclusion, le renforcement des capacités et la sensibilisation des communautés locales des gouvernorats de Bethléem et d'Hébron.
- ✓ Le programme a soutenu l'inclusion de 31 personnes en situation de handicap dans les écoles.
- ✓ Le programme a continué à soutenir 8 groupes de mères et 5 SHG pour coordonner et travailler ensemble en conduisant 256 sessions directes et indirectes.
- ✓ Le programme a mobilisé des personnes en situation de handicap des régions du sud de la Cisjordanie pour soutenir leur mouvement exigeant une assurance maladie gratuite.
- ✓ Le programme a continué de soutenir 12 centres communautaires avec tout le soutien nécessaire (y compris des outils éducatifs et des jeux) pour les aider à continuer à offrir des services de formation éducative et préprofessionnelle.
- ✓ Le programme a mis en place 3 projets générateurs de revenus dans des centres communautaires.
- ✓ Le programme a soutenu la création d'une salle de physiothérapie et de 2 salles de logopédie dans les régions d'Al-Dhahiriya et de Beit Awwa.



,

Amjad a un handicap physique suite à un accident. En raison de cela et du manque d'accessibilité, il est devenu complètement dépendant de sa famille dans toutes les activités de la vie quotidienne. Lors de la propagation de la COVID-19 et du confinement qui a suivi, Amjad a été contacté par le programme CBR, pour évaluer sa situation. Selon Amjad, la fourniture de fournitures médicales et de consommables urgents et le soutien psychosocial fournis par le programme a amélioré sa situation. Après le confinement, Amjad a également reçu des équipements d'assistance suite à une évaluation complète par l'équipe mobile, ce qui, selon lui, l'a rendu plus autonome et lui a permis de participer à différentes activités sociales dans sa communauté.

Amjad HROUSH

21 ans, originaire d'Al-Karmet / Yatta dans le gouvernorat d'Hébron



Distribution de consommables médicaux pendant le confinement de la COVID-19



Session de rééducation sur l'utilisation des appareils et accessoires d'assistance par l'Unité de réadaptation



Le programme CBR signe un nouvel accord sur l'intégration du handicap avec la municipalité de Beit Fajar

RIPOSTE COVID-19

Le programme a conduit une évaluation d'urgence des besoins de 882 personnes en situation de handicap au début de la crise de la COVID-19 et pendant les premiers couvre-feux. En conséquence, le programme a élaboré un plan d'intervention d'urgence afin de répondre et de soutenir une partie de ces besoins urgents. Tout au long de l'évaluation, le programme a également sensibilisé aux mesures de protection et de prévention contre la Covid-19.

- › 447 personnes en situation de handicap ont reçu 882 fournitures médicales pendant la période d'urgence.
- › 526 personnes en situation de handicap et leurs familles ont reçu des colis alimentaires.
- › 12 centres communautaires ont reçu des fournitures de stérilisation et d'hygiène.
- › Le programme a interrogé 1 862 personnes en situation de handicap pour mieux connaître leur utilisation d'Internet.

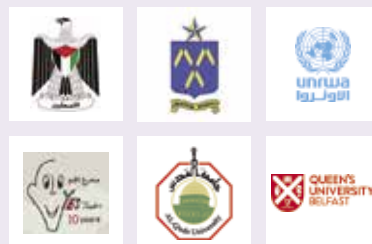
Le programme a conçu et distribué des affiches dans les écoles et les dispensaires pour sensibiliser le public aux mesures de protection contre Covid-19.

PARTENAIRES

Le programme entretient des relations étroites avec les institutions gouvernementales suivantes et les organisations de la société civile :

- › Ministère du Développement Social
- › Ministère de l'Éducation
- › Ministère de la Gouvernance Locale
- › Ministère de la Santé

- › UNRWA
- › SOS Villages d'Enfants
- › Yes Theatre
- › Université de Bethléem
- › Université Palestine Al Ahlyia
- › Université Al Quds
- › DVV international



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



COORDONNÉES DU BUREAU



MAHRAN TAWIL
CBR Program Director



100 Cremisan Street
Bethlehem



T : +970 568 817 114
T : +970 593 117 755



mahrans@basr.org

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

IFADEM

Formation à distance des maîtres



Tuteurs IFADEM Huut Lomami



Améliorer la qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire des provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika



Le programme touche à ce jour : **1.070** écoles réparties dans **18** pools, dans les **4** provinces éducationnelles


BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ce programme sont des enseignants et directeurs des écoles primaires titulaires des classes de 3^e, 4^e, 5^e et 6^e qui travaillent dans le milieu rural ou périurbain.


Les autres bénéficiaires sont les inspecteurs, les conseillers d'enseignement primaire et les directeurs d'écoles.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- 2020 a été caractérisée par la crise sanitaire qui a touché et perturbé tous les secteurs. Les activités du programme ont été ralenties et d'autres carrément reportées consécutivement à l'instauration de l'état d'urgence depuis le 17 Mars 2020. Des activités du programme impliquant des regroupements et des déplacements ont été suspendues durant plusieurs mois.
- Le lancement de nouvelles cohortes 2020 à Lubudi (182 bénéficiaires), Kalemie (988), Kamina (950) ; à Moba (1345) et à Sakania (190)
- L'évaluation à mi-parcours a eu lieu aux mois de septembre et d'octobre 2020 par un cabinet indépendant concluant sur des meilleurs résultats du programme.
- Le séminaire sur l'archivage a eu lieu du 27 au 30 octobre 2020 à Lubumbashi impliquant les partenaires pour une meilleure capitalisation des acquis du programme.
- L'inauguration d'un nouveau centre numérique à FUNGURUME le 24 septembre 2020, en présence du ministre de l'enseignement de la province du Lualaba.
- L'équipe de gestion du projet a participé à la rédaction d'une étude de cas qui sera publiée dans les prochains mois par l'IFEF Dakar.
- Le Comité de pilotage national présidé par le vice-ministre de l'enseignement a eu lieu en Novembre 2020.

 **4.691** enseignant.e.s (tutoré.e.s) dont **1.498** femmes, ce qui représente **32%** de l'effectif

 **1.101** directeurs et **36** directeurs adjoints formés dont **145** femmes, ce qui représente **13%** de l'effectif

 **191** inspecteurs (tuteurs)

RIPOSTE COVID-19

Le renforcement des capacités de mise en œuvre de programmes de formation et de suivi à distance des enseignant.es grâce à des outils de suivi numériques dédiés dans un contexte de suspension d'activités due à la COVID-19.

La mise en place d'un mécanisme de retour d'informations entre enseignants et tuteurs pour faciliter l'apprentissage à distance et mise en place d'un programme de tutorat à distance.

Participation à la campagne nationale sur la continuité des apprentissages par la production de matériel adapté à chaque type de média notamment le matériel imprimé pour les enseignants vivant avec une connectivité Internet limitée ou inexistante et communication avec des messages sur l'importance de la continuité de l'apprentissage même en période de COVID-19.

La mise en œuvre de normes d'hygiène dans les activités pour la prévention du COVID-19.



Covlivretic



Grâce au projet IFADEM, j'ai pu découvrir et suivre une formation à distance avec le MOOC où j'ai reçu même une certification. Il s'agit de la formation sur la gestion durable de l'environnement et du développement durable. À l'issue de cette formation, je me sens capable et compétent de comprendre les enjeux locaux sur le développement durable.

NGOY BERTIN
(Inspecteur Kamina)

Grâce à la COVID19, nous avons compris l'importance du digital dans l'enseignement. La rupture des activités pédagogiques due à l'état d'urgence marque de façon indiscutable une prise de conscience du retard que l'EPST a pris dans l'intégration des outils TIC dans l'enseignement. Grâce à IFADEM nous avons eu tant soit peu des formations et des outils qui nous permettront de relever ce défi.

NYANGE NICOLAS
(Inspecteur Lubumbashi)

Le 100% numérique est exclusif et préjudiciable pour les enseignants et les enfants vivant dans des zones peu ou pas couvertes par la radio et la télévision et disposant d'une connectivité Internet limitée ou inexistante. Dans ces milieux, il faut privilégier encore le matériel imprimé. Nous encourageons IFADEM à privilégier les deux aspects.

LUBAMBU ANDRÉ
(Ministre de l'éducation du Haut Lomami)



Apprenants RDC 2020



Etudes des livres



Formation en ligne du personnel avec le siège

PARTENAIRES

- > Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP)
- > L'Inspection provinciale de l'Enseignement (IPP)
- > L'IFEF



Ce programme est financé
par la Coopération belge au
Développement



COORDONNÉES DU BUREAU



CLEMENT TSHIBANGU



APEFE
Bureau Wallonie Bruxelles Lubumbashi
115, avenue Sandoa – Lubumbashi
Province du Haut Katanga. R.D. Congo



T : +243 97 100 96 53



bureau.lubumbashi@apefe.org

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE DES PRODUCTEURS DE L'AGRICULTURE FAMILIALE QUI S'ADONNENT AU MARAÎCHAGE DANS LA PROVINCE DU HAUT KATANGA



Former les producteurs aux nouvelles techniques de production maraîchère pouvant leur permettre d'améliorer les rendements, la commercialisation, le revenu et au final leur niveau de vie.

Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire a été amélioré (pisciculture/maraîchage).



3 jeunes ingénieurs agronomes au total de l'UNILU (Université de Lubumbashi) recyclés sous forme de stages pratiques sur les sites soutenus par APEFE



1.910 producteurs appuyés (780 hommes et 1.130 femmes)



239,87 hectares cultivés en 2020 dans les associations et les fermes

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont de plusieurs types :

- Les petits producteurs agricoles avec une superficie moyenne de 5 ares
- Les associations de producteurs avec un minimum d'expérience en maraîchage
- Des fermiers avec plus de 5 ha et souhaitant améliorer leur production

Les critères de choix sont identiques pour toutes les catégories : être producteur agricole, se situer à moins de 60 km de Lubumbashi ou de Likasi et avoir la volonté d'apprendre.



Récolte de pastèque zone lubumbashi

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Formation en maraîchage directement dans le champ. Du semis jusqu'à la récolte
- ✓ Passage de 12 producteurs simples à des entrepreneurs agricoles
- ✓ Construction de trois marchés : au village BUNGU-BUNGU, au village NGUYA et à LIKASI
- ✓ Forage de 4 puits d'eau dans les sites suivants : à l'association LA GRACE, à la ferme SAFARI, au marché BUNGU-BUNGU et au marché de LIKASI.
- ✓ Appui en semences maraîchères et de maïs, intrants et autres matériels agricoles aux membres des associations ;
- ✓ Journée marché pour la promotion de la commercialisation des produits maraîchers à Lubumbashi et Likasi ;
- ✓ Appui en semences, intrants et matériels agricoles et prises en charge de la main d'œuvre ouvrière pour sept entrepreneurs agricoles ;
- ✓ Suivi sur les sites de production des entreprises agricoles soutenues par le programme ;
- ✓ Dotation d'un moulin pour une association de Likasi, « LA GRACE »

7 entreprises agricoles formalisées



56.917 tonnes de légumes récoltés par les entrepreneurs (toutes spéculations confondues)



Marche de Likasi



RIPOSTE COVID-19

- La sensibilisation des membres des associations sur la pandémie de COVID-19 et l'observation des mesures barrières
- L'instauration du port obligatoire des masques dans les installations du bureau et dans les réunions
- Prise des températures à l'entrée des installations APEFE
- Respect de distanciations sociales lors de la tenue des réunions avec les membres des associations et l'équipe APEFE

9

Je suis membre de l'association DILUNGU 1 de la localité KAPOLOWE GARE. Nous avons commencé à travailler en collaboration avec l'APEFE en 2017. Avant, nous avions de très mauvais revenus dû à de mauvaises techniques. Suite à la formation que nous avons suivie à l'APEFE, nous avons amélioré notre production et notre rendement de culture. Nous avons été appuyés par APEFE en intrant et matériels agricoles comme : Fumiers, semences, pompes à pédale et motopompe etc... J'ai pu agrandir l'étendue de mon champ de 25 ares à 50 ares et engager 4 travailleurs que j'arrive à payer à 40 000FC par mois (1USD = 2000FC). Grâce aux bénéfices de l'agrandissement de mon activité, j'ai amélioré mon niveau de vie. J'habitais dans une petite maison et j'ai pu faire des travaux d'agrandissement et je peux également payer des études à mes enfants.

KAFWANKA MABILO GILBERT,
bénéficiaire du programme



Récolte de tomate bénéficiaire de l'association Tafimbwa



Distribution de matériel



Distribution d'intrants.

PARTENAIRES

- > Ministère de l'Agriculture Pêche et Elevage (MINAGRIPEL)
- > Centre de Production des Semences Maraichères (CEPROSEM)
- > Université de Lubumbashi
- > Gouvernorat de la province du Haut Katanga



Ce programme est financé
par la Coopération belge au
Développement



COORDONNÉES DU BUREAU



JULES KODJO MAWULI ATCHOGLO



Bureau APEFE
Secteur agricole
Avenue Beberou N° 3 Quartier Golf Météo 1
Lubumbashi, RDC



T : +243 97 100 96 54



km.atchoglo@apefe.org

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

PROGRAMME D'APPUI À LA PISCICULTURE VILLAGEOISE

Améliorer les performances de la pisciculture extensive villageoise pratiquée par les bénéficiaires, en vue d'une transition partielle (bénéficiaires les plus motivés) vers une pisciculture semi-intensive



Fabrication de l'aliment pour poissons par la future entreprise EFAMM, à l'aide de l'appui matériel fourni par le programme.



Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture) a été améliorée.



15 fabricants d'aliments pour les poissons en cours de création sous l'impulsion du programme

Les capacités de production et de commercialisation des exploitants pisciculteurs dans la Province du Kongo Central ont été renforcées.



23 écloséries en cours de création dans la zone d'intervention, dont **19** spécialisées sur le Tilapia et **4** sur le poisson-chat



105 tonnes de poisson mis sur le marché pour **34,2** hectares récoltés sous l'impulsion du programme

BÉNÉFICIAIRES

Le programme appuie 1350 pisciculteurs-paysans, motivés, qui disposaient initialement d'au minimum d'un étang chacun, mais qui n'était pas exploité par manque de connaissance technique.

Depuis 2018 nous encadrons également les associations actives dans le domaine et qui se sont constituées majoritairement sous l'impulsion du programme.

Par ailleurs, l'État congolais, via son Ministère de pêche et élevage, profite de la présence du programme pour obtenir des données statistiques sur les productions, et des informations sur les opérateurs du secteur.

Indirectement le programme bénéficie aussi à la population congolaise par l'expertise des pisciculteurs encadrés et la mise sur le marché, par les pisciculteurs-paysans, de poisson frais qui auparavant était une denrée rare.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

En 2020, la principale activité a consisté à accompagner des micro-entrepreneurs sur la création d'entreprises. C'est dans cette optique que 50 bénéficiaires se sont vus proposer un renforcement à la mise en place d'un plan de production et au calcul des coûts, en collaboration avec notre prestataire I&F Entrepreneuriat. Au final ce sont 49 entrepreneurs qui vont très prochainement boucler le processus de création d'entités juridiques, dans des domaines spécifiques comme la reproduction des poissons, la fabrication d'aliment pour animaux et l'élevage des poissons.

Par ailleurs, l'accompagnement des associations s'est poursuivi, en insistant sur la mise en place des techniques piscicoles enseignées depuis le lancement du programme et en développant les activités génératrices de revenus. Le travail a également consisté à les assister dans la gestion des documents comptables et à expliquer le bien fondé d'avoir une structure légalisée. C'est ainsi qu'au 31 décembre, 88 associations étaient reconnues par l'État congolais, dont 84 disposaient des documents sécurisant leur activité piscicole.



1.613 masques en tissus distribués aux bénéficiaires



1.313.647 alevins produits dans le cadre du programme, toutes espèces confondues

RIPOSTE COVID-19



Suite à la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par le Président de la République et l'interdiction des rassemblements de plus de 20 personnes, le programme a interrompu ses activités de terrain à partir d'avril, encadrant ses bénéficiaires uniquement en télétravail. Cela était devenu impératif, car à la vue du nombre de villages visités, les agents représentaient un risque important de transmission du coronavirus à la population.

En juillet il a été constaté que la situation se stabilisait, et que les activités pouvaient reprendre progressivement, tout en imposant le respect des gestes barrières. Le programme dispose ainsi en permanence de gel désinfectant et un masque en tissu lavable a été fourni à chaque bénéficiaire pour la tenue en sécurité des travaux de groupes.



Nous sommes très contents puisque l'APEFE a bien compris le problème qui bloque la pisciculture dans la zone. Nous rendre autonomes avec l'entreprenariat piscicole est la solution. Nous rendre autonomes avec l'entrepreneuriat piscicole est la solution (bénéficiaires producteurs d'aliment de poissons, reproduction d'alevins,...).

DIKAVANGA BUEYA,
commissaire au compte/
APPL



Nous avons travaillé avec beaucoup d'ONG mais la seule qui nous a bien formé en théorie et en pratique c'est l'APEFE. Les formations théoriques et pratiques sont claires.

PHOLO KUMBU ANDRÉ,
Président/ASPIM



Fourniture de matériels aratoires à la future entreprise MAZANGA par la conseillère technique de la zone et le chauffeur du programme.



Distribution par le conseiller technique de masques lavables pour la réalisation des activités associatives.



Récolte des alevins de tilapia par la future entreprise ADRMAKI.



Comité de pilotage du programme le 26 octobre 2020 à Matadi, coprésidé par le Secrétaire Général à l'agriculture et APEFE.

PARTENAIRES

- > Secrétariat Général à l'Agriculture
- > VVOB
- > Dynamo International



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



COORDONNÉES DU BUREAU

SAMUEL LEQUIEN,
administrateur programme

Avenue cercle sportif n°14
Mbanza-Ngungu
République Démocratique du Congo

T : +243 979 00 55 49

s.lequien@apefe.org
Facebook : APEFE-RDC



RWANDA

PROGRAMME D'APPUI À L'APPRENTISSAGE SUR LE LIEU DE TRAVAIL – IGIRA KU MURIMO

Initier la formation en alternance de qualité, inclusive et équitable, accessible aux jeunes femmes et hommes rwandais, répondant aux besoins en compétences de l'économie rwandaise croissante, dans les filières de transformation agroalimentaire et/ou beauté/mode



Le Secrétaire Permanent au Ministère de la Fonction Publique et du Travail (MIFOTRA) pendant la cérémonie de certification de la première promotion des lauréats du programme IGIRA KU MURIMO. (Photo : APEFE)



Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail, l'APEFE appuie les autorités responsables et la Fédération du Secteur Privé à initier la formation en alternance dans le secteur de la formation professionnelle, tout en renforçant les capacités des écoles d'enseignement et de formation techniques et professionnelles et des entreprises à offrir une formation inclusive, équitable et de qualité dans des filières porteuses d'emploi.



64,7% des lauréats sont employés ou auto-employés



75 entreprises ont formé **187** apprentis de **7** écoles EFTP



11 directeurs d'écoles EFTP ont été formés en gestion de centre EFTP et collaboration avec le secteur privé et **22** formateurs ont été formés en langue des signes et compétences générales

BÉNÉFICIAIRES

Le programme entend répondre à la problématique locale de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité grâce à une formation professionnelle inclusive de qualité, en adéquation avec la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail ainsi que la politique « Made in Rwanda » qui vise à promouvoir la production et la consommation locale, améliorer la qualité des produits rwandais et favoriser leur exportation.

Ainsi, le programme vise très spécifiquement une formation en alternance pour les jeunes femmes et hommes défavorisés socio économiquement, ainsi que des jeunes en situation de handicap des districts appuys.

Pour être éligible, il faut avoir entre 16 et 30 ans (jusqu'à 35 ans pour les personnes handicapées) et un diplôme d'études secondaires ou un diplôme universitaire avec un plan de développement dans les filières visées par le programme.

Afin d'améliorer l'inclusion, certains groupes sont prioritaires, notamment les filles, les jeunes en situation de handicap et les jeunes les plus défavorisés.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Co-présidence de la taskforce sur l'engagement du secteur privé dans l'EFTP avec Rwanda Polytechnic.
- ✓ Facilitation de la collaboration et l'harmonisation entre les programmes de formation sur le lieu de travail appuyés par les partenaires au développement (GIZ, ENABEL, CSC Koblenz, SBFIC, BIWE, Swisscontact).
- ✓ Accompagnement du MIFOTRA, MINEDUC et PSF dans le suivi-évaluation et capitalisation des connaissances de la mise en œuvre de la formation sur le lieu de travail.
- ✓ Participation à l'élaboration du cadre réglementaire et des directives de mise en œuvre de la formation sur le lieu de travail.
- ✓ Formation des lauréats et des apprentis à l'entrepreneuriat, la gestion des coopératives et l'accès au financement, en collaboration avec RICEM.
- ✓ Enquête de traçabilité des lauréats de la 1ère cohorte.
- ✓ Appui à l'élaboration des programmes de formation pour les métiers du secteur de la mode et confection de vêtements pour tous les niveaux de formation EFTP.
- ✓ Renforcement des capacités de la Fédération du Secteur Privé dans le diagnostic des entreprises.
- ✓ Appui à la mise en place de Imanzi Business Institute de la Fédération du Secteur Privé qui a pour mission de renforcer les capacités des entreprises pour accroître leur compétitivité.
- ✓ Fourniture d'équipements aux écoles EFTP et entreprises pilotes.



117 gestionnaires d'entreprise formés en genre, environnement, premiers secours



60 entreprises de couture, **16** boulangeries et **11** écoles EFTP ont reçu des équipements pour faciliter la formation des apprentis

RIPOSTE COVID-19

Afin de pouvoir poursuivre le renforcement des capacités des parties prenantes et des bénéficiaires, le programme appuie les partenaires à organiser des formations à distance par :

- L'élaboration des ressources de formation à distance avec RP et PSF / Imanzi Business Institute;
- La provision d'équipements informatiques et une plateforme de formation en ligne à IBI;
- La fourniture de smartphones et tablettes aux bénéficiaires pour accéder aux formations à distance;
- Le renforcement des capacités du personnel de IBI et des formateurs des écoles EFTP pour faciliter les formations à distance.

Un module sur la prévention de la COVID-19 a été ajouté à la formation en premier secours organisée avec la Croix-Rouge flamande. 18 formateurs EFTP et 113 chefs d'entreprise ont été formés.





La formation en alternance renforce la collaboration entre les écoles et les entreprises dans le développement des capacités des jeunes. Mes collègues et moi apprécions la façon dont le programme fait un suivi des apprentis, de l'acquisition de compétences générales dans les écoles aux compétences pratiques en entreprise. Le programme a organisé différentes sessions pour renforcer nos compétences en entrepreneuriat et des sessions pour nous mettre en relation avec des employeurs potentiels afin d'augmenter les opportunités d'emploi et de création d'entreprises. Grâce aux compétences que nous avons acquises et au programme IGIRA KU MURIMO, un grand nombre de diplômés sont employés ou travailleurs indépendants

SARAH IROYAVUZE,
lauréate de la section
coiffure de Gacuriro TVET
à Kigali



Damas GATETE, manager de ACOKI, une entreprise appuyée par le programme pour la mise en œuvre de la formation en alternance (Photo : APEFE)



Les membres du comité technique de suivi du programme IGIRA KU MURIMO en lors de l'atelier de planification annuelle (Photo : APEFE)

PARTENAIRES

Le programme est mis en œuvre en collaboration avec différentes institutions gouvernementales, le secteur privé ainsi que les partenaires de la société civile.

1) Institutions gouvernementales :

- › Le Ministère de la Fonction Publique et du Travail (MIFOTRA)
- › Le Ministère de l'Education (MINEDUC)
- › L'Autorité de Développement de la Main d'œuvre (WDA)
- › Le Rwanda Polytechnic (RP)
- › Le Rwanda Development Board (RDB)
- › Gender Monitoring Office (GMO)

2) Le secteur privé :

- › La Fédération du Secteur Privé (PSF)
- › Chambres et Associations Professionnelles
- › Rwanda Institute of Cooperatives, Entrepreneurship and Microfinance (RICEM)

3) Les partenaires de la société civile :

- › Enabel
- › Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand (VVOB)
- › Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
- › Handwerkskammer Koblenz (Chamber of Skilled Crafts Koblenz)
- › Swisscontact
- › USAID – Huguka Dukore / Akazi Kanoze via Education Development Center (EDC)
- › Akazi Kanoze Access
- › Rwanda National Union of the Deaf (RNUD)

Ce programme est financé
par la Coopération belge au
Développement



Les apprentis en exercice pendant la formation à l'entrepreneuriat, la gestion des coopératives et l'accès au financement facilitée par RICEM, Rwanda Institute of Cooperatives, Entrepreneurship and Microfinance (RICEM) (Photo APEFE)

COORDONNÉES DU BUREAU



MARIE-PIERRE NGOMA,
administrateur programme



APEFE – Rwanda
KN1 Street, #2360 - Po Box 81 Kigali, Rwanda



T : +250 782 723 969



bureau.kigali@apefe.org
www.apefe.org
Facebook: APEFE Rwanda
Twitter: @ApefeRwanda

SÉNÉGAL

DÉFI-ARCHIPELAGO

Augmenter les opportunités d'emplois pour les jeunes, chômeurs, déscolarisés et migrants de retour dans 4 régions du Sénégal



ARCHIPELAGO
une initiative africaine et européenne
pour la formation professionnelle

Archipelago est une initiative pour la formation professionnelle, financée par le Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique (FFU) de l'Union européenne. Son objectif principal est d'améliorer l'employabilité des jeunes, et en particulier des jeunes femmes et filles, par des actions ciblées de formation professionnelle et de renforcement des capacités entrepreneuriales des dirigeants de PME dans 12 pays du Sahel et de la zone du Lac Tchad.

Partant d'une analyse des besoins des entreprises dans 4 régions du Sénégal, DÉFI-Archipelago ambitionne de développer une offre de formation en alternance professionnalisante de court terme dans les secteurs du BTP, des filières de l'aquaculture, de l'eau para-agricole et de la transformation agroalimentaire pour doter les jeunes des compétences requises et de la certification y afférente. Le projet est porté par des structures privées et publiques du Sénégal et de Belgique dans le cadre normatif de la Charte sur la mise en œuvre de programmes de formation professionnelle duale au Sénégal, initiative conjointe de l'État, du Patronat et des Syndicats sénégalais, datant de 2018.



4 ateliers de restitution de l'étude diagnostique des filières et métiers porteurs



1 cérémonie de lancement



275 personnes sensibilisées sur le Projet DEFI-ARCHIPELAGO dont 36 représentants d'entreprises, 22 représentants des autorités locales et administratives et 217 jeunes, femmes et migrants de retour



Mission à Bruxelles en février 2020



BÉNÉFICIAIRES

- Les Centres de Formation Professionnelle sont appuyés pour le renforcement des capacités des formations techniques dans les secteurs et filières/métiers retenus;
- Les Chambres de Commerce sont appuyées pour le renforcement des capacités entrepreneuriales et l'amélioration de l'offre de services aux entreprises;
- Les bénéficiaires finaux du programme Défi-Archipelago à qui sont destinés ces services et formations sont des jeunes chômeurs, déscolarisés et migrants de retour issus des 4 régions d'intervention, en particulier des jeunes filles et femmes. La tranche d'âge de ces bénéficiaires est fixée entre 15 et 40 ans.



Lancement officiel du programme Défi-Archipelago à Dakar le 10 novembre 2020



2 signatures de conventions entre la CCIAD et l'APEFE et entre l'ONFP et l'APEFE



2 formations avec les responsables de l'UGP dont une sur les procédures de gestion financière, administrative, les marchés publics à Bruxelles et une sur la numérisation des services de formation avec l'OIT en webinar

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ 2 Comités de Pilotage (février et juillet)
- ✓ 1 mission de l'UGP à Bruxelles, formation à l'APEFE et rencontres avec les partenaires et avec Sequa
- ✓ Recrutement d'un consultant pour l'étude diagnostic des filières et métiers porteurs dans les 4 régions
- ✓ Tenue régulière de réunions de coordination et suivi entre APEFE et UGP pour assurer un appui à la gestion du projet à distance et l'adaptation au COVID
- ✓ Concertations entre APEFE et SEQUA pour adapter modalités d'exécution et du budget et signature de l'avenant
- ✓ Signature lettre d'entente APEFE - CCIAD (+ 3 CCIAs régionales)
- ✓ Signature de la convention de partenariat entre l'APEFE et l'ONFP
- ✓ Participation formations et webinaires organisés par Archipelago et CPCCAF
- ✓ Rencontres à Dakar avec Union Européenne & OIM et autres PTF
- ✓ Missions de préparation et de tenue d'ateliers de restitution de l'étude diagnostic filières/métiers porteurs à Diourbel, à Louga, à Kolda et à Dakar
- ✓ Lancement officiel du projet à Dakar
- ✓ Recrutement et prise en fonction mi-novembre d'une experte junior Enabel
- ✓ Réunions avec l'ONFP et les CFTP ciblés pour organiser les formations (ANA, CFPT Sénégal/Japon, CSMBTP Diambiadio et CEFAM Louga)
- ✓ Préparation du référentiel pisciculture par CEFRA et nombreux échanges avec l'ANA + mission à Kolda
- ✓ Échanges préparatoires avec la CCIW pour appui aux formations entrepreneuriat et services aux entreprises et avec les autres acteurs (ATS etc.)



Je salue la pertinence du projet DEFI Archipelago au Sénégal. D'un montant de 600 000 euros, ce projet vise à augmenter les opportunités des jeunes chômeurs et migrants de retour du Sénégal. Il s'agit notamment des régions de Dakar, de Diourbel, de Louga et de Kolda. Je vous exhorte à renforcer les compétences techniques et l'employabilité des bénéficiaires dans les secteurs porteurs identifiés, notamment l'agriculture, le BTP, la transformation des produits agroalimentaires en vue d'améliorer l'insertion sur le marché du travail. Je voudrais également inviter les partenaires techniques et financiers à examiner les possibilités du renforcement du projet. Avec un financement beaucoup plus conséquent pour non seulement élargir les cibles au niveau des régions concernées, mais également augmenter les régions bénéficiaires. Mesdames, Messieurs. Je voudrais magnifier cette collaboration entre eux, le Ministère de la formation professionnelle, le secteur privé et mon département. La problématique de migration des jeunes, en particulier les migrations clandestines, ne peut trouver une solution durable qu'avec une stratégie qui mobilise les différents acteurs. ... Je remercie le gouvernement du Sénégal, l'Union Européenne pour l'accompagnement qu'elle apporte à notre pays, mais aussi je félicite la Chambre de Commerce de Dakar et toutes les autres Chambres qui ont bien voulu tenir leurs forces pour élaborer ce projet et vous le proposer. Je vous remercie pour votre attention.

MADAME AMINATA A. DIATTA, Ministre du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises au Sénégal sur le lancement du projet à Dakar le 10 novembre 2020.

Source: IFGMSN sur youtube: https://www.youtube.com/watch?v=lkoHNz-C_vm



Atelier de validation de l'étude diagnostique à Kolda



Participation des bénéficiaires à l'événement de lancement du programme Défi-Archipelago le 10 novembre 2020 à Dakar

RIPOSTE COVID-19

Dès mars 2020, des échanges réguliers ont eu lieu entre les co-demandeurs et Sequa pour adapter la planification et les modalités de gestion aux contraintes liées à la pandémie, en particulier les restrictions de mouvements, qui au Sénégal comme en Belgique ont empêché tout déplacement à l'intérieur du pays et très fortement limité les réunions en présentiel jusqu'à fin 2020. Sequa a permis d'investir dans l'achat d'équipements informatiques et de services numériques et de services digitaux pour faciliter le travail à distance et la digitalisation, en restant dans les limites du budget initial. Malgré tout, la covid19 a fortement compliqué et causé des retards dans la mise en œuvre du projet. Depuis mars 2020, la plupart des échanges entre tous les acteurs Archipelago se font sous mode « webinar ». Là est un avantage de la Covid-19: pour s'adapter au contexte, les acteurs ont acquis en quelques mois une agilité numérique qui ne fait que progresser.

PARTENAIRES

Consortium Archipelago :

Sequa (Lead) – CPCAF – Eurochambres - UE

Partenaires du projet :

- > APEFE (demandeur principal) et les Co-Demandeurs :
- > Chambre de Commerce et d'Agriculture de Dakar (CCIAD) et les CCIA affiliées des régions de Louga, Kolda et Diourbel, Sénégal
- > Chambre Wallonne de Commerce et de d'Industrie (CCIW) Belgique
- > Office National de la Formation Professionnelle (ONFP) Sénégal
- > Centre d'Etudes et de Recherche en Aquaculture (CEFRA) Belgique

Associés

- > Agence Nationale d'Aquaculture Sénégal
- > Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal-Japon
- > Centre sectoriel des métiers du bâtiment et des travaux publics Sénégal
- > Centre de Formation et d'Appui aux Métiers (CEFAM) de Louga Sénégal
- > ATS (Association de Solidarité Internationale) Belgique



COORDONNÉES DU BUREAU



ANNE COPPENS



APEFE a.s.b.l.
Place Saintelette 2
1080 Bruxelles



T : +32 2 421 86 39

SÉNÉGAL

IFADEM

Renforcement des compétences des maîtres-adjoints de l'enseignement élémentaire via la digitalisation



Remise des matériels didactiques (dictionnaires : Le Robert Illustré 2020 et tablettes assorties de clavier) à l'Inspecteur d'Académie de Thiès, Monsieur Baba DIASSE (déc. 2020)



2020

Augmentation de la qualité des apprentissages par l'amélioration des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs maîtres de l'enseignement élémentaire dans les régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine et Thiès



+ 1 000
maîtres enrôlés



47 tuteurs,
14 superviseurs
(4 Thiès, 4 Fatick,
4 Kaoloack, 2 Kaffrine)
et 4 coordonnateurs
formés pour encadrer
les maîtres

Initiative francophone

pour la formation à distance

des maîtres

ifadem

BÉNÉFICIAIRES

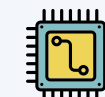
- Maîtres de l'élémentaire, titulaires de Certificats Elémentaires d'Aptitudes Pédagogiques (CEAP)
- Directeurs d'école, titulaires de Certificats d'Aptitudes Professionnelles (CAP)
- Inspecteurs

Bénéficiaire type :
le maître de l'élémentaire

Bénéficiaires indirects :
les élèves

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Formation des Tuteurs, Superviseurs et Coordonnateurs
- ✓ Démarrage de la formation des cohortes 2 et 3 des maîtres
- ✓ Consolidation du périmètre des cohortes 2 et 3 – formation 2020-2021 pour 1000 bénéficiaires
- ✓ Mise à jour de la Plateforme de formation à distance : « Fun Campus »
- ✓ Rapatriement des contenus dans le nouvel espace attribué par « Fun Campus »
- ✓ Mise à jour des modules de formation
- ✓ Élaboration des modules complémentaires
- ✓ Poursuite de la configuration et mise à jour de 1 200 tablettes



Achat de
1.100 puces



Distribution
des kits du formé
et de l'encadreur



Tablettes 2-en-1 configurées distribuées aux cohortes 2 et 3 (+1 000)



Tablettes 2-en-1 distribuées aux cohortes 2 et 3 (+1 000)

RIPOSTE COVID-19

En raison de la crise sanitaire Covid-19, l'état d'urgence a été décrété : les établissements scolaires ont été fermés et la mobilité interrégionale a été interdite. Le Ministère de l'Éducation nationale s'est concentré sur les dispositions à prendre en vue de la reprise des enseignements-apprentissages, notamment avec les classes d'exams et la formation des maîtres dans les CRFPE. Dans ce contexte, la riposte à la Covid-19 formulée par le programme s'est traduite par la mise à disposition de la connectivité pour tous les encadreurs afin de leur permettre de basculer dans une formation 100% distancielle avec une réadaptation de la démarche pour la formation ; le démarrage de la formation des maîtres entièrement à distance. Toutefois dans certaines localités, les formés ont dû démarrer en présentiel par manque d'assurance de certains tuteurs, non habitués à la visioconférence.



,

Du point de vue humain, sur la base de notre expérience, on sent que vraiment les gens ont beaucoup adhéré, ont bien apprécié dans la mesure où cela a une double fonction : ça permet aux bénéficiaires de se perfectionner du point de vue pédagogique après l'exploitation des modules mais également, ça leur permet d'avoir un diplôme qui va donc un peu relever leur statut, donc ils vont quitter pour atterrir dans un autre corps. [...] Vous remercier : c'est un projet qui est venu à point nommé, en ce sens qu'aujourd'hui, la politique éducative va dans le sens de l'extinction du corps des enseignants adjoints. Donc un partenaire qui vient contribuer à cet effort, on ne peut en être que preneur. [...] À travers l'outil informatique, aujourd'hui on peut quand même sortir des quatre murs de la classe pour apprendre, mieux apprendre.

MONSIEUR MODOU SARR,

Superviseur (Inspecteur) à Kaffrine en décembre 2020 lors de la livraison des matériels didactiques (dictionnaires Le Robert Illustré 2020 et tablettes assorties de clavier)

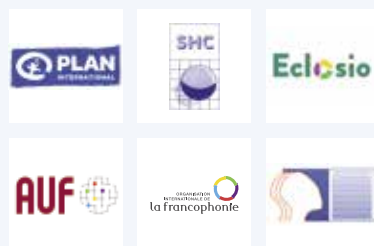


Déchargement de la dotation en Dictionnaires : Le Robert illustré 2020, dans l'Académie de Thiès (déc. 2020)

PARTENAIRES

Synergies :

- › Collaborative sur l'éducation inclusive avec Plan International, SHC et Eclasio
- › Qualité : OIF et AUF garants de la qualité de la formation



Ce programme est financé
par la Coopération belge au
Développement



Capture d'écran de la formation des encadreurs en ligne (65 encadreurs)

COORDONNÉES DU BUREAU



SOPHIE PHAM-HOLLIDAY,
Administratrice de programmes



APEFE - Délégation générale Wallonie-Bruxelles
14 Avenue des Jambaar - BP 6279
Dakar - SENEGAL



T : +221 33 849 29 76
G : +221 77 740 78 65



www.apefe.org

SÉNÉGAL

JIGEEN ÑI TAMIT

Les femmes entrepreneures moteur du développement au Sénégal



La cérémonie de remise des rations de denrées alimentaires complémentaires en présence des autorités, notamment l'Ambassadeur de Belgique et le Délégué Général de Wallonie-Bruxelles International

2020



Amélioration de la croissance des entreprises agroalimentaires féminines dans les zones et filières ciblées par le Programme



60 entreprises appuyées



92 autorisations FRA supplémentaires (l'autorisation de fabrication et de mise en vente de produits) obtenues



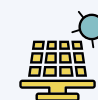
22 plans d'affaires réalisés

BÉNÉFICIAIRES

- **Bénéficiaires visées** : 100 entreprises féminines à terme ; 60 bénéficiaires sélectionnées en 2020
- **Modalités de sélection** : trois types de critères :
 1. obligatoires (être cheffe d'entreprise, dans le secteur de la transformation agroalimentaire, travailler dans l'une des 3 filières (lait, halieutique, fruits et légumes), exercer son activité dans les régions de Thiès et Louga) ;
 2. essentiels (activité principale, investissement personnel/capacité à fournir une contrepartie, capacité à se mobiliser, outils minimums de gestion comptable et de trésorerie, cycle primaire, formation technique de base, équipement minimal) ;
 3. souhaitables (produits innovants, bio, énergie renouvelable).
- **Le bénéficiaire type** : entreprise individuelle ou collective (solidaire)

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2020 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ **Appui institutionnel** :
 - Restitution de l'étude sur l'observatoire de l'entrepreneuriat féminin en agroalimentaire
 - Alimentation de la plateforme digitale JNT
 - Réalisation de l'Évaluation à mi-parcours du programme
- ✓ **Accès au marché** :
 - Manifestations publiques : Dakar Farmers Market, 2e édition de la Foire à l'Innovation
 - Réalisation d'une étude de marché portant sur la région de Thiès et Dakar
 - Amélioration du packaging : conception de logos et étiquettes
 - Appui à la mise en place d'une centrale d'achat d'emballages
 - Accompagnement à l'obtention de l'autorisation de fabrication et de mise en vente de produits (FRA)
 - Mise en relation avec des partenaires commerciaux
- ✓ **Formations** :
 - 2 formations en organisation interne et gestion financière simplifiée
 - 3 formations en bonnes pratiques d'hygiène et techniques de transformation des fruits et légumes
 - 14 Missions de coaching de proximité
 - 60 entreprises visitées au moins 2 fois par mois par les 15 accompagnateurs



34 équipements solaires installés dans 19 unités



108 femmes formées

RIPOSTE COVID-19

- Alignement sur le Plan de Résilience Economique et Social du Sénégal et à la demande de la DGD de replanifier les actions de sorte à répondre à la crise sanitaire.
- Riposte sur les aspects : entrepreneuriaux, sociaux, économiques et sanitaires
- 3 activités principales :
 - Opération Paniers Ramadan : maintien de l'activité économique et commerciale des entreprises en difficulté avec la commande de produits destinés à des familles vulnérables
 - › 19 entreprises impliquées, 137 paniers vendus à Dakar, Thiès et Mbour pour un montant total de 3431€
 - Rations de denrées complémentaires : relance des entreprises en difficulté avec la commande de produits destinés à des familles vulnérables
 - › 200 rations d'une valeur de 22 928€, 27 entreprises impliquées avec un chiffre d'affaire moyen de 915€
 - Distribution de kits d'hygiène : amélioration des conditions d'hygiène des unités et donc de la confiance des clients
 - › 29 entreprises ciblées, montant total de 7622€





Dans le cadre de la riposte au covid-19, le programme Jigeen Ni Tamit a organisé une opération « paniers Ramadan », visant à maintenir l'activité économique des entrepreneures appuyées par le programme.



Nous avons apprécié la méthode inclusive car chacune des entrepreneures a participé. Ce fut une belle expérience synergique dans un contexte particulier. Nous avons beaucoup de retours positifs de clients et de commandes. Cela nous a aussi poussées à une meilleure organisation des stocks en réalisant que des commandes pouvaient survenir à tout moment et que nous devons toujours être prêtes pour satisfaire une demande.

MARIAMA DÈME,
GIE Batouly



Des visiteurs au stand de Blanche Kantoussan, originaire de Casamance, lors de la seconde édition de la Foire à l'Innovation organisée par le programme Jigeen Ni Tamit à la mi-décembre à Dakar.

PARTENAIRES

Partenariats institutionnels :

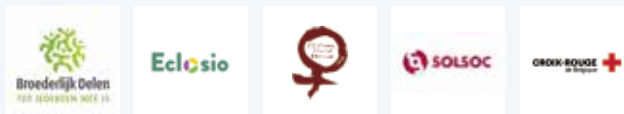
- › MFFGPE - Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants
- › ANPEJ – Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
- › ADEPME – Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises
- › Direction des Industries de Transformation de la Pêche (Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime)
- › FNPEF – Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin
- › Direction des Industries Animales (Ministère de l'Élevage et des Productions Animales)

Synergies acteurs belges :

- › Entrepreneuriat féminin : Broederlijk Delen, SOLSOC/ Green Senegal, Le Monde selon les Femmes/Enda Pronat
- › Genre : Broederlijk Delen, Le Monde selon les Femmes/Enda Pronat, COSPE, Eclasio
- › TAFAé (Task Force Agroécologie) : Broederlijk Delen, Le Monde selon les Femmes/Enda Pronat, Eclasio, SOS Faim, Rikolto
- › Informationnelle et mutualisation des ressources en Renforcement des Capacités : Broederlijk Delen, Eclasio, Rikolto, CR Belgique, ARES, Exchange Expertise, VVSG, SOS Faim, Échos Communication
- › Action sociale : SHC, INEFJA

Synergies acteurs locaux :

- › Accès aux énergies renouvelables : Energy4Impact
- › Mutualisation de l'accompagnement : Hub-IIT



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement



Faustine, membre du GIE Mboha Yiff situé sur l'île de Fadiouth, décortique les pagnes avant de les sécher. La transformation des coquillages est la première source de revenus pour les femmes sur l'île.



Les entrepreneures bénéficiaires du programme Jigeen Ni Tamit en pleine activité lors d'une formation en technique de transformation des fruits et légumes à Thiès.

COORDONNÉES DU BUREAU



SOPHIE PHAM-HOLLIDAY,
administratrice de Programme



APEFE - Délégation générale Wallonie-Bruxelles
14 Avenue des Jambaar - BP 6279
Dakar - SENEGAL



T : +221 33 849 29 76
G : +221 77 740 78 65



www.apefe.org

FORMATIONS ANNUELLES

LA CRISE DU COVID-19 : QUELLES ONT ÉTÉ LES CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE SUR LES ACTIVITÉS DU SIÈGE DE L'APEFE ?



Suite au Comité de Concertation du gouvernement, aux mesures applicables au niveau national mais également au niveau bruxellois, la contrainte de la crise du COVID-19 et la situation sanitaire instable ont entraîné la mise en place de mesures telles que le confinement, la limitation de circulation des personnes et la fermeture des bureaux durant une partie de l'année 2020.



Les postes nécessitant une présence physique ont pu, avec dérogation, se rendre sur place afin de maintenir la continuité des services tels que la comptabilité et le contrôle annuel par le Réviseur d'entreprise. L'ensemble des mesures d'hygiène et de distanciation sociale telles que le port du masque dans les espaces communs ou encore la distanciation d'1 mètre 50 a bien entendu été d'application.

De plus, grâce à l'intervention de l'AWEX en Chine, les employés de l'APEFE ont également reçu des masques chirurgicaux. Ces différentes mesures ont profondément bouleversé nos habitudes professionnelles.

L'APEFE a rapidement saisi l'opportunité de recourir aux outils digitaux pour maintenir son rythme de travail et ne pas se retrouver impactée dans son activité quotidienne et dans le suivi des activités de terrain.

Cette crise fut également l'occasion pour l'APEFE d'investir en matériel informatique : disques durs, écouteurs, micros, ordinateurs portables, logiciels de visioconférences, etc. afin d'équiper les employés à domicile pour permettre la continuité des activités.

FORMATIONS EN LIGNE



Une formation permet, entre autres, de développer sa capacité d'adaptation, d'anticiper les changements de situation pour, par exemple, rebondir face à une crise telle que celle du coronavirus. C'est aussi un bon moyen de se spécialiser dans de nouvelles thématiques comme le digital. C'est ce que nos équipes ont réalisés tout au long de cette année particulière.

En 2020, nombre de formations ont été suivies par le personnel du siège de l'APEFE, majoritairement en distanciel en visioconférence, sur les thématiques suivantes :

- Comptabilité (EPFC cours du soir)
- Intégrité : réunion des membres (Fiabel)
- Intégrité : gestion des plaintes (Fiabel)
- ICT Day - Marchés publics (communication et informatique) (EBP)
- Auditeur Qualité
- Application de la norme ISO 9001:2015
- Formation GAR / TOC (Luc Ameye)
- Arabe (WBI)
- Anglais (WBI)
- Gestion des connaissances (WBI)
- Règlement de travail dans le service public (BECI)
- Formation mural – ceinture blanche/jaune

FINANCEMENTS DE WALLONIE BRUXELLES INTERNATIONAL (WBI) EN 2020



APPUI À L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE POUR LE SAHARA ET LE SAHEL AU BURKINA FASO



Dans le cadre du programme bilatéral de travail entre WBI et le Gouvernement du Burkina Faso signé lors de la dernière session de la commission mixte permanente tenue en novembre 2017, l'APEFE bénéficie d'une subvention qui lui permet de renforcer les compétences de la Coordination nationale /Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel. Cette action complète l'intervention de l'APEFE menée dans le cadre du programme quinquennal (2017-2021) financé par la Coopération Belge au Développement (DGD). Elle consiste à opérationnaliser la stratégie et le plan de communication de l'IGMVSS et de renforcer les compétences techniques des cadres et agents du Ministère de l'Environnement. En 2020, la subvention a permis notamment de :

- Décerner le premier prix « Grande Muraille Verte » lors de la Journée Nationale de l'Arbre qui récompense les meilleures productions journalistiques dans les catégories « presse écrite », « émissions radiophoniques » et « reportages télévisés » ;
- Produire du matériel promotionnel pour améliorer la visibilité de la Grande Muraille Verte ;
- De former 107 agents départementaux de l'Environnement sur les « techniques de production de plants forestiers, de greffage et de traitement phytosanitaire des plants et plantation » ;
- De former 25 cadres des directions régionales de l'environnement sur les « Paiements des Services Environnementaux (PSE) ».

CONTRIBUTION DE WBI AU PROGRAMME D'APPUI À LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA MÉDECINE PHYSIQUE RÉADAPTATION (MPR) AVEC UNE ATTENTION POUR LE GENRE AU BURKINA FASO



Le programme d'appui à la formation des professionnels du secteur de la Médecine Physique Réadaptation a pour objectif de contribuer à l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo.

C'est dans ce cadre que WBI cofinance le programme d'appui à la formation des professionnels du secteur de la Médecine Physique Réadaptation (MPR), avec une attention pour le genre afin d'assurer les conditions de lancement de la formation initiale des kinésithérapeutes et de la création de l'Ecole Supérieure pour permettre le développement de la MPR au Burkina Faso. En 2020, Les activités ont principalement permis l'élaboration du curricula pour l'école de kinésithérapie qui ouvrira ses portes en 2021 et la poursuite d'un doctorat en Médecine Physique et Réadaptation à l'UCL.

PROJET DE RENFORCEMENT DU PROGRAMME D'APPUI À LA CRÉATION D'EMPLOI ET DE REVENUS DURABLES (PACERD) EN HAÏTI



WBI apporte un appui au volet entrepreneurial via le financement de kits de démarrage attribués à des jeunes vulnérables et en particulier les jeunes femmes et filles mères issues des formations mobiles afin de leur permettre de lancer une initiative entrepreneuriale qui leur donne accès à un revenu durable. 262 jeunes ont reçu des matériels et des matières d'œuvre pour démarrer activité entrepreneuriale.

Dans le cadre de ce partenariat, des bourses d'études ont également été attribuées en 2020 à des jeunes vulnérables pour leurs études en sein d'un centre de formation professionnelle.

Le budget des bourses alloué était de 65,000.00 euros. Ce dit budget a permis au treize CFP partenaires de bénéficier des fonds pour le compte des jeunes les plus vulnérables, afin de leur permettre d'avoir accès à une formation professionnelle. A cet effet, 685 jeunes dont 414 filles et 271 garçons, soit un pourcentage de 60% pour les filles et 40% pour les garçons, ont pu avoir accès à une formation professionnelle pour cette dite année académique. Le choix des CFP ainsi que le montant alloué à chacun d'eux sont faits par le Comité des Fonds Boursiers présidé par la Directeur Général de l'INFP.

L'aide de WBI a également permis de financer diverses formations avec l'appui en expertise du Groupe One:

- Formation pour les 2 conseillers techniques responsables de l'insertion professionnelle à l'animation du jeu d'entreprise J'entreprends@Haïti et à la formation d'animateurs.
- Formation pour les formateurs techniques du PACERD et des membres du personnel à l'animation du jeu.
- Formation pour 2 conseillers techniques junior du PACERD à l'animation du jeu.
- Adaptation du jeu d'entreprise au contexte socio-économique haïtien.
- Formation : amélioration des compétences entrepreneuriales de 449 bénéficiaires du PACERD à partir du jeu.

AFFECTATION D'UN EXPERT AUPRÈS DE L'IFEF AU SÉNÉGAL



Suite à l'Arrêté de Subvention signé en février 2018, WBI octroi un financement à l'APEFE pour l'affectation d'un expert auprès de l'Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (IFEF) à Dakar. Depuis 2 ans, l'IFEF bénéficie de la mise à disposition d'Eric Huby, expert en formation et insertion professionnelles des jeunes. Il intervient sur différents volets :

- Sur le plan des politiques sectorielles « formation professionnelle et technique »
- Sur la thématique de l'Approche par Compétence (APC)
- Sur le volet « insertion professionnelle »
- Sur le plan quadri-annuel 2019-2022
- Sur la diversification des partenaires techniques de l'IFEF et plus spécialement du programme formation et insertion professionnelle des jeunes

AUTRES PARTENARIATS

PARTENARIAT AVEC ENABEL DANS LE CADRE DU « PROGRAMME JUNIOR »

Le « Programme Junior » d'Enabel, offre l'opportunité à de jeunes professionnels de partir travailler dans un pays en développement afin d'acquérir de l'expérience professionnelle et de donner un tremplin à leur carrière. C'est dans ce cadre que l'APEFE bénéficie, depuis février 2019, des compétences d'une Experte Junior en communication, Karin Moehler, qui a rejoint l'équipe du programme d'appui à l'entrepreneuriat féminin à Dakar.

De plus, depuis fin 2020, l'équipe du programme Défi-Archipelago à Dakar a accueilli Axelle Callewier.

VALORISATION DE L'IMAGE DE LA WALLONIE AU MAROC

En 2020, des fonds wallons ont été attribués au programme Min Ajliki et ont permis de travailler sur une riposte Covid, la formation des ressources humaines des partenaires et l'évaluation d'impact du programme qui porte sur l'amélioration qualitative de l'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes au Maroc et s'inscrit dans le contexte plus large du parcours d'apprentissage évaluation d'impact géré par le comité de pilotage.

Dans ce cadre, plusieurs actions ont été réalisées et ont contribué à la relance économique et à la pérennisation d'entreprises féminines sur l'ensemble du territoire marocain qui dans le cas contraire, auraient été impactées très négativement voire fatalement par la crise sanitaire du Covid-19. L'inauguration phare du « Moukawilab », incubateur d'accompagnement du centre multiservice de l'ANAPEC à Akkari a reçu un accueil très positif des bénéficiaires et des partenaires.

La Wallonie a ainsi contribué à travers le programme Min Ajliki, mené par l'APEFE, à maintenir des actions de formation et des projets terrain en présentiel et surtout en virtuel et à réaliser les actions planifiées dans la région de Fès Meknès selon les besoins spécifiques de chaque cible. L'étude d'impact, en cours depuis deux ans, a pu être maintenue. Ces actions ont consisté à fournir un accompagnement personnalisé et de proximité aux femmes porteuses de projets via des ateliers pratiques afin qu'elles puissent être mieux outillées, agir et mieux réagir face aux défis de l'entrepreneuriat et de la crise sanitaire au Maroc.

Les différentes catégories de femmes bénéficiaires sont : les femmes porteuses de projets, femmes ayant accès aux services de micro-finances, les femmes travaillant dans l'économie sociale et solidaire et les femmes cheffes d'entreprises (incubation, mentorat, suivi pré et post création, appui et accompagnement des réalisations de projets et formations transversales).

De plus, des ateliers de renforcement des capacités institutionnelles et managériales des partenaires du programme en matière de riposte et de résilience face à la crise sanitaire du Covid-19 ont été organisés.

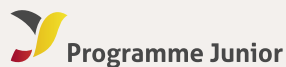
RECRUTEMENT D'EXPERTS DANS LE CADRE DU CONTRAT CADRE EUROPÉEN (IBF)

L'APEFE a intégré en 2018 un consortium de 16 partenaires, mené par IBF, International Consulting, pour participer à un Contrat cadre UE relatif au développement Humain de la DG DEVCO.

Les contrats-cadre UE fournissent aux pays bénéficiaires des programmes d'aide extérieure de la Commission Européenne le recrutement rapide d'expertise pour répondre à des problématiques particulières, ou préparer le terrain pour des initiatives prévues dans le Programme Indicatif National. Sur le plan opérationnel, il permet de disposer d'experts dans un délai d'un mois maximum.

Dans ce contexte, l'APEFE recrute constamment des ressources humaines et des experts pour intervenir dans des missions d'identification, de formulation, de formation ou encore d'évaluation dans les domaines de l'Education, Formation Professionnelle, Education tout au long de la vie (LLL), Culture, Santé, Inclusion et Protection sociale, Recherche et Innovation.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site internet de l'APEFE. Les experts peuvent postuler en envoyant leur CV à Nathalie Forsans (n.forsans@apefe.org).



LES INSTANCES DE L'APEFE

L'APEFE est une association sans but lucratif. Ses instances se composent d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'Administration. L'Association a été rapprochée en 1992 de l'Organisme d'intérêt public Wallonie-Bruxelles Internationale (WBI) dont la fonctionnaire-dirigeante, en sa qualité d'Administratrice générale, est également l'Administratrice déléguée de l'APEFE.

La présidence de l'Assemblée générale est assurée par le Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant les relations internationales dans ses attributions, assisté de quatre Vice-Présidents, respectivement le Ministre de la FWB ayant l'éducation dans ses attributions, le Ministre-Président du Gouvernement wallon, le Ministre wallon ayant les relations extérieures dans ses attributions ainsi que le Ministre fédéral ayant la Coopération au développement dans ses attributions. Les autres membres sont issus des administrations fédérales et fédérées ou d'institutions ayant un lien avec l'objet social de l'association. Les mandats sont gratuits.

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pierre-Yves JEHOLET	Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles et Secrétaire du Gouvernement, Président de l'APEFE
Elio DI RUPO	Ministre Président de la Wallonie, Vice-Président de l'APEFE
Alexander DE CROO	Ministre fédéral de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécoms et de la Poste, Vice-Président de l'APEFE
Caroline DESIR	Ministre de l'Enseignement obligatoire, Vice-Présidente de l'APEFE
Pascale DELCOMMINETTE	Administratrice Déléguée de l'APEFE, Administratrice Générale de WBI
Fabrice AERTS-BANKEN	
Nicole BARDAXOGLU	
Jan BOGAERT	
Francis BRANCART	
Christian CARETTE	
Vinciane DE KEYSER	
Frédéric DELCOR	
Roberto GALLUCCIO	
Lise-Anne HANSE	
Chantal KAUFMANN	
Alain LAITAT	
Philippe LEBAILLY	
Michelle LEDENT	
Thierry LEMOINE	
Amar DERNI	
Stéphane MARNETTE	
Catherine STASSER	
Pierre DUEZ	
Marie-Christine VAN BOCKESTAL	
Christian LECLERCQ	
Philippe MONFILS	
Danielle MOREAU	
Fabrice SPRIMONT	
Jean-Louis THONNARD	
Fabrice AERTS-BANKEN	
Marie-Kristine VAN BOCKESTAL	
Vincent WERTZ	

Le Conseil d'Administration possède les pouvoirs les plus étendus pour assurer la réalisation des objectifs et des intérêts de l'organisation. Il se réunit au minimum deux fois par an, en juin et en décembre. En juin, pour faire approuver les comptes par l'Assemblée générale et en décembre, pour valider le projet de l'année suivante. Il est aussi impliqué dans l'élaboration des orientations stratégiques de l'APEFE.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre-Yves JEHOLET	Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles et Secrétaire du Gouvernement, Président de l'APEFE
Elio DI RUPO	Ministre Président de la Wallonie, Vice-Président de l'APEFE
Alexander DE CROO	Ministre fédéral de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécoms et de la Poste, Vice-Président de l'APEFE
Caroline DESIR	Ministre de l'Enseignement obligatoire, Vice-Présidente de l'APEFE
Pascale DELCOMMINETTE	Administratrice Déléguée de l'APEFE, Administratrice Générale de WBI
Fabrice AERTS-BANCKEN	
Jan BOGEART	
Christian CARETTE	
Anne DECHAMPS	
Vinciane DE KEYSER	
Frédéric DELCOR	
Roberto GALLUCCIO	
Alain LAITAT	
Philippe LEBAILLY	
Laura Gaëlle LEMETAYER	
Thierry LEMOINE	
Stéphane MARNETTE	
Catherine STRASSER	
Marie-Christine VANBOCKESTAL	
Alain VERHAAGEN	